

Seconde mission d'appui à la Gestion des Ecosystèmes Transfrontaliers

Burkina Faso et Ghana, 21 février – 5 mars 2005

**Rapport pour
l'Union Mondiale pour la Conservation de la Nature (UICN)**

Dr. Grazia Borrini-Feyerabend et Dr. Olivier Hamerlynck



Résumé Exécutif

Dans le cadre du projet Gestion des Ecosystèmes Transfrontaliers (PGET) de l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) nous avons mené à bien une seconde mission d'appui visant le renforcement des capacités des principaux acteurs et la mise en cohérence de leurs approches. La mission s'est déroulée du 21 février au 5 mars 2005 et a compris une visite de terrain dans l'écosystème du Nakambé (projets PONASI et NSBCP) et l'organisation et la tenue d'un atelier de cinq jours à Bolgatanga (Ghana).

Ce rapport illustre quelques éléments de constat par rapport aux problématiques dans les zones transfrontalières et en particulier dans l'écosystème du Nakambé. Nous discutons ainsi le rôle de la culture, de l'histoire et d'autres caractéristiques sociales ; le besoin de prendre en considération l'économie locale « au-delà des illusions et des stéréotypes » ; les flux transfrontaliers les plus importants, éléments d'un système complexe à gérer de façon intégrée; et la négociation avec les communautés locales en tant qu'élément crucial pour la mise en place des corridors.

Nous offrons quelques recommandations à propos des équipes des projets, des réunions transfrontalières, des supports cartographiques, de la prise en compte des caractéristiques culturelles locales, de la gestion participative, et de la communication et de la collaboration transfrontalières entre acteurs de la société civile. Nous identifions aussi deux éléments problématiques qui nous semblent nécessaires à résoudre pour mener durablement à bien le travail dans l'écosystème du Nakambé.

Le rapport contient une richesse d'information dans les annexes, qui incluent les résultats des groupes de travail pendant l'atelier et le plan d'action élaboré par les participants pour les mois à venir. Nous suggérons fortement aux lecteurs—inclus ceux qui ont participé à l'atelier— de bien vouloir examiner ou peut-être rafraîchir leur mémoire à propos des résultats qu'ils ont accompli ensemble. Quelques bonnes questions et le stimulus d'attaquer un problème avec des collègues qui partagent une grande partie de vos expériences et préoccupations sont souvent très puissants. L'atelier de Bolgatanga l'a prouvé une fois de plus.

Aussi sur la base de l'évaluation de l'atelier par les participants, nous proposons d'organiser un second atelier d'échange, de formation et de planification sur le thème de l'harmonisation et mise en cohérence des initiatives des projets FEM transfrontaliers. Les participants à l'atelier devraient encore une fois inclure les responsables de la cartographie, de la gouvernance des ressources naturelles et des questions transfrontalières des projets concernés; les cadres PAGEN (et d'autres projets) en appui à la cartographie ; et d'autres professionnels de la sous région avec de l'expérience clé dans le cadre des aires protégées transfrontalières. Les animateurs de terrain des équipes des projets ou, le cas échéant, le coordonnateur de ces animateurs, profiteraient aussi de l'atelier. Nous nous proposons encore en tant que facilitateurs et personnes ressources de cet atelier, qui pourrait se tenir au Gourma Malien, près de la frontière avec le Sahel Burkinabé, en Novembre 2005. Des termes de références préliminaires pour notre prochaine mission et cet atelier sont détaillés dans le rapport.

Executive Summary

As part of the World Conservation Union's (IUCN) Project on the Management of Transboundary Ecosystems (PGET), we have accomplished a second consultancy mission towards strengthening the capacities of the main relevant actors and improving the coherence of the approaches. The consultancy took place from February 21st to March 5th 2005 and included a field visit to the Nakambé White Volta ecosystem (PONASI and NSBCP projects) and the organisation and facilitation of a 5-day workshop in Bolgatanga (Ghana).

This report illustrates a number of observations on issues of relevance for transboundary management, in particular for the Nakambé White Volta ecosystem. It discusses the role of culture, history and other social characteristics; the need to take the local economy into consideration "beyond illusions and stereotypes"; the crucial transboundary fluxes as elements of a complex system that needs to be managed in an integrated way; and the negotiation process with the local communities, which is an essential requirement for the establishment of the corridors.

We make some recommendations with regard to the project teams; to the desirable regular transboundary meetings; to maps and other graphic support tools; to ways of dealing positively with the local cultures; to co-management processes; to communication and transboundary collaboration among the actors of civil society across the state borders. We have also identified two problematic issues that, in our view, demand to be clarified and possibly solved for transboundary management to thrive in the Nakambé ecosystem.

The report also contains a wealth of information in the annexes, including the results of the group work accomplished during the workshop and the action plan for the coming months that was jointly developed by the participants. We strongly suggest the readers, including those who participated in the workshop, to explore or to refresh their memories about what they managed to accomplish together. A few good questions and the stimulus of tackling a problem with colleagues who share much of your experiences and concerns are often extremely powerful. The Bolgatanga workshop has proven this true once again.

On the basis of the evaluation of the workshop by the participants, we propose to hold a second a second workshop towards mutual exchanges, enhanced capacities and planning with regard to the transboundary initiatives supported by GEF and towards ensuring the best possible coherence among such initiatives. It is again proposed that the participants include the staff in charge of cartography, governance of natural resource and transboundary issues among the staff of PAGEN and other relevant projects from the subregion. Some field Animators or a Coordinator of Animators could also benefit from participating in the workshop. The workshop could be held in November 2005 in Mali, in the Gourma Sahel ecosystem, and in proximity of the border with Burkina. Our team could again facilitate and provide technical support to the workshop. Draft terms of reference for the next consultancy mission and for the proposed workshop are detailed in the report.

Contenu

<u>ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ASSOCIATIONS LOCALES</u>	5
<u>CARTES</u>	6
1. <u>CONTEXTE</u>	6
2. <u>REMERCIEMENTS</u>	7
3. <u>TERMES DE RÉFÉRENCE ET DÉROULEMENT DE LA MISSION</u>	7
4. <u>RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS ENTREPRISES ET DES QUESTIONS ABORDÉES PENDANT LA MISSION</u>	8
5. <u>COMPTE RENDU DE L'ATELIER D'HARMONISATION, METTANT EN ÉVIDENCE LES THÈMES ABORDÉS, LA MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL ET LES RÉSULTATS ATTEINTS</u>	9
6. <u>ELÉMENTS DE CONSTAT PAR RAPPORT AUX PROBLÉMATIQUES DANS LES ZONES TRANSFRONTALIÈRES, EN PARTICULIER DANS L'ÉCOSYSTÈME DU NAKAMBÉ</u>	11
6.1 <i>Rôle de la culture, de l'histoire et d'autres caractéristiques sociales...</i>	11
6.2 <i>L'économie locale, au-delà des illusions et des stéréotypes</i>	19
6.3 <i>Les flux transfrontaliers : éléments d'un système complexe à gérer « de façon intégrée »</i>	20
6.4 <i>La négociation avec les communautés locales pour la mise en place des corridors</i>	22
7. <u>RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS D'ACTIONS CONCRÈTES ALLANT DANS LE SENS DE LA MAÎTRISE DES PRINCIPALES CONTRAINTES ET PROBLÉMATIQUES, À METTRE EN ŒUVRE PAR LES PROJETS NATIONAUX</u>	23
7.1 <i>A propos des équipes de projet</i>	23
7.2 <i>A propos des réunions transfrontalières régulières</i>	23
7.3 <i>A propos des supports cartographiques pour utilisation locale et transfrontalière à différents niveaux</i>	24
7.4 <i>A propos de la prise en compte des caractéristiques culturelles locales et de la gestion participative</i>	25
7.5 <i>A propos de la communication et de la collaboration transfrontalières entre acteurs de la société civile</i>	27
7.6 <i>A propos des quelques éléments problématiques rencontrés pendant la mission</i>	28
8. <u>PROJET DE TDR POUR LA PROCHAINE MISSION</u>	28
<i>Résultats attendus</i>	28
<i>Plan proposé</i>	29
<i>Documentation à mettre SVP à la disposition de notre mission</i>	30
<i>Réunions/ contacts à prévoir SVP</i>	31
9. <u>ANNEXES</u>	32
<u>ANNEXE 1: CALENDRIER DE LA MISSION</u>	32
<u>ANNEXE 2: LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES EN ENTRETIENS PARTICULIERS</u>	33
<u>ANNEXE 3 : LISTE DE PARTICIPANTS À L'ATELIER DE BOLGATANGA</u>	33
<u>ANNEXE 4 : AGENDA DE L'ATELIER DE BOLGATANGA</u>	35
<u>ANNEXE 5 : RÉSULTATS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ATELIER DE BOGATANGA</u>	37
<i>Exercices I et II : trans-frontaliarité et gestion participative</i>	37
<i>Exercice III : cartographie et SIG participatif</i>	47
<u>ANNEXE 6: PLAN D'ACTION AGRÉÉ POUR MARS DÉCEMBRE 2005 PAR LES PARTICIPANTS À L'ATELIER</u>	53
<u>ANNEXE 7: LISTE DES DOCUMENTS MIS À DISPOSITION DES PARTICIPANTS À L'ATELIER DE BOLGATANGA</u>	54
<u>ANNEXE 8: ÉVALUATION DE L'ATELIER DE BOLGATANGA PAR LES PARTICIPANTS</u>	56
<u>ANNEXE 9: LE PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DE L'INFORMATION SUR LE MILIEU (PNGIM)</u>	58
<u>ANNEXE 10: LE CENTRE NATIONAL DE SEMENCES FORESTIÈRES DU BURKINA FASO (CNSF)</u>	59
<u>ANNEXE 11: RÉFÉRENCES ET PRINCIPAUX DOCUMENTS UTILISÉS</u>	60

Abréviations, Sigles et Associations Locales

ADEFA	Association pour le Développement de l'Élevage et de la Faune en Afrique, Burkina Faso
AEWA	Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique et d'Eurasie
AFD	Agence Française de Développement
AGEREF	Association inter-villageoise de Gestion des Ressources Naturelles et de la Faune, Burkina Faso
APF	Aire de Protection de la Faune, Burkina Faso
BDOT	Base de Données sur l'Occupation des Terres, Burkina Faso
BM	Banque Mondiale
BRAO	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, UICN
CCTP	Cadre de Concertation Technique Provinciale, Burkina Faso
CCST	Comité Consultatif Scientifique et Technique
CILLS	Comité Permanent Inter états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices
CNP	Comité National de Pilotage
CONEDD	Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
CORMCO	Corridor Resource Management Committees, Ghana
CVGT	Commission Villageoise de Gestion du Terroir, Burkina Faso
ECOPAS	Ecosystèmes Protégées d'Afrique Soudano-sahélienne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial, GEF
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
GA MO WIGNA	Association la Nature est la Vie, Pô, Burkina Faso
GTZ	Gezellschaft für Technische Zusammenarbeit, Coopération Allemande
HDI	Indice de Développement Humain du PNUD
MAB	Programme Homme et la Biosphère, UNESCO
NATURAMA	Fondation des Amis de la Nature, Burkina Faso
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
NSBCP	Northern Savannah Biodiversity Conservation Programme, Ghana
ONCFS	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, France, ex-ONC
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAGEN	Projet de Partenariat pour l'Amélioration de la Gestion des Ecosystèmes Naturels
PAUCOF	Projet d'Appui aux Unités de Conservation de la Faune
PCGAP	Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées, Côte d'Ivoire
PCVBG-E	Projet de Conservation et de Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants, Mali
PDL/ UDL	Projet de Développement Local de l'Oudalan
PEDD	Plan Environnemental pour le Développement Durable
PGET	Planification de la Gestion Transfrontalière, volet du PAGEN
PNGFAP	Programme National de Gestion de la Faune et des Aires Protégées
PNGT	Programme National de Gestion des Terroirs, Burkina Faso
PNKT	Parc National Kaboré Tambi, Burkina Faso
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNW	Parc National du W
PONASI	Unité de Conservation de Pô, Nazinga et Sissili
PRONAGEN	Programme National de Gestion des Ecosystèmes Naturels, Burkina Faso
PSB /GTZ	Programme Sahel Burkinabé
RAF	Réorganisation Agraire et Foncière, Burkina Faso
RN	Ressources Naturelles
SIG	Système d'Information Géographique
SP/CONEDD	Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
TOD	Textes d'Orientation de la Décentralisation
UCF	Unité de Conservation de la Faune
UE	Union Européenne
UICN	Union Mondiale pour la Nature

UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
WAP	W, Arly, Pendjari
WHO	Organisation Mondiale de la Santé
WWF	Fonds Mondial pour la Nature
ZICO	Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux, Important Bird Area

Cartes

Carte 1.	Peuples voisins aux corridors transfrontaliers entre le Ghana et le Burkina (d'après Liberski-Bagnoud 2002). Le cadre rouge contient les deux corridors ouest et est.
Carte 2.	Densité de la population au Burkina et dans les zones avoisinantes (source OMS/ONUSIDA). Le cadre rouge contient les deux corridors Ouest et Est.
Carte 3.	Chemin schématique pour rejoindre le campement Peul, à coté du Nazinon/ Red Volta
Carte 4.	Aires protégées dans l'écosystème du Nakambé White Volta.

1. Contexte

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion et de la préservation des zones protégées d'intérêt mondial, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Mali ont obtenu chacun une subvention du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la mise en œuvre de projets visant la conservation de la biodiversité avec différentes appellations :

- Partenariat pour l'Amélioration de la Gestion des Ecosystèmes Naturels (PAGEN) au Burkina Faso ;
- Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP) en Côte d'Ivoire ;
- Northern Savannah Biodiversity Conservation Project (NSBCP) au Ghana;
- Programme de Conservation et de Valorisation du Gourma Malien (PCVGM) au Mali.

Au regard de la dimension et de l'importance transfrontalière par la mise en œuvre des programmes ci-dessus cités, l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) assure la coordination des aspects transfrontaliers pour la consolidation des aires protégées de la sous-région en une série d'**écosystèmes transfrontaliers** connectés en réseaux plus aptes à garantir la survie et même l'épanouissement d'espèces actuellement menacées. Afin d'arriver à des plans concertés et transfrontaliers de gestion et d'utilisation durable des ressources et de l'espace, l'initiative vise :

- un renforcement de la **concertation** entre les principaux acteurs des espaces transfrontaliers et de leurs périphéries ;
- la **mise en cohérence** des approches et l'expérimentation d'actions concertées (aménagement, surveillance, exploitation).

Avec ces buts, notre seconde mission, décrite dans ce rapport, a inclus trois éléments principaux:

- Une série de rencontres à Ouagadougou, y compris la participation au compte rendu de la mission d'évaluation du PAGEN par une équipe de la Banque Mondiale.
- Une visite à l'écosystème transfrontalier du Nakambé (White Volta) dans le Sud du Burkina Faso et le nord du Ghana qui a visé en particulier le Ranch de Gibier de Nazinga, un village dans le « corridor » vers le Parc National de Po et un village dans la partie Ghanéenne du « corridor » le long du Nazinon/ Red Volta.
- L'organisation et animation d'un Atelier international au sujet de l' « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges ».

2. Remerciements

Nous voudrions présenter nos sincères remerciements à tous ceux qui ont consacré leur temps à préparer et appuyer notre mission, en particulier Monsieur Aimé NIANOGO, Directeur du Bureau National de l'UICN au Burkina Faso et Madame Clarisse HONADIA KAMBOU, du même Bureau, qui nous ont accompagné sur le terrain.

Le Programme Régional PARC W/ECOPAS a gracieusement mis à la disposition de la mission de la documentation cartographique et bien voulu agréer que Monsieur Barnabé KABORE'— expert Burkinabé—participe à l'atelier et offre un aperçu de l'expérience de coopération transfrontalière au W. Nos sincères remerciements pour cela.

Beaucoup des personnes ont été généreuses avec leurs idées et les données nécessaires à la rédaction de ce rapport. Parmi elles, nous tenons en particulier à remercier les membres des communautés rencontrées et tous les participants à l'atelier que nous allons décrire. L'atelier a été très bien organisé par les partenaires Ghanéens du Northern Savannah Biodiversity Conservation Programme, auxquels nous présentons nos chaleureuses congratulations.

Un grand merci aussi à Monsieur Adama GUINKO, chauffeur de l'UICN, qui nous a conduit sur le terrain avec expertise et courtoisie.

3. Termes de référence et déroulement de la mission

Notre consultation vise à apporter un appui conseil au Bureau National de l'UICN pour la mise en œuvre efficace du projet de « Planification de la Gestion des Ecosystèmes Transfrontaliers ». Sur une période de 5 ans, nous sommes chargés d'une série de missions pour appuyer le projet dans la réalisation d'une cartographie consolidée de l'espace et ses ressources, des acteurs et des interactions pertinentes entre eux et des interactions homme écosystème. Nous sommes aussi chargés de l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions concertées et à la construction de plans de gestion durable et concertée des écosystèmes transfrontaliers. La seconde mission de cette série (21 février – 5 mars 2005) est l'objet de ce second rapport et a visé les suivants Termes de Référence spécifiques:

- L'animation d'un atelier sur le thème « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges »
- L'approfondissement de l'analyse de l'écosystème du Nakambé-White Volta grâce à des visites de terrain et des rencontres de part et d'autre de la frontière Burkina-Ghana.
- Un appui pour l'élaboration par les projets concernés d'une proposition de TDR pour la première rencontre des acteurs transfrontières (société civile, communautés, techniciens des états) de l'écosystème Nakambé-White Volta.
- Une proposition de TDR pour la mission suivante.



Les résultats de cette mission décrits dans ce rapport incluent :

- Un compte-rendu de l'atelier d'harmonisation, mettant en évidence les thèmes abordés, la méthodologie de travail et les résultats atteints ;
- Un compte-rendu des autres activités entreprises pendant la mission ;
- Des recommandations/propositions d'actions concrètes allant dans le sens de la maîtrise des principales contraintes et problématiques, à mettre en œuvre par les projets nationaux ;
- Un projet de TDR pour la mission suivante, y compris les résultats à atteindre, la planification des missions de terrain et des contacts envisagés options et les dates proposées ;
- Des annexes indiquant les sites visités, les personnes rencontrées, les documents consultés.

4. Résumé des activités entreprises et des questions abordées pendant la mission

Notre seconde mission d'appui à la planification de la gestion des écosystèmes transfrontaliers a inclus :

- Une série de rencontres à Ouagadougou, y compris la participation au compte rendu de la mission d'évaluation du PAGEN par une équipe de la Banque Mondiale.
- Une visite à l'écosystème transfrontalier du Nakambé (White Volta) dans le Sud du Burkina Faso et le nord du Ghana qui a visé en particulier le Ranch de Gibier de Nazinga, un village dans le « corridor » vers le Parc National de Pô et un village dans la partie Ghanéenne du « corridor » le long du Nazinon/ Red Volta.
- L'organisation et animation d'un Atelier International au sujet de l' « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges »

Notre mission a donc compris un approfondissement sur l'état d'avancement du projet dans l'écosystème du Nakambé et la poursuite de notre familiarisation avec son milieu physique et humain et avec les enjeux auxquels les principaux partenaires sont confrontés dans la mise en œuvre du projet dans la région. La valeur de notre appui s'est trouvée surtout dans l'occasion de formation et d'échange d'expériences au bénéfice des équipes des projets FEM. Encore une fois,



malheureusement, seulement des équipes restreintes ont pu participer à cet atelier. Ainsi, l'équipe du Mali n'était pas présente à cause du retard dans le démarrage du projet, l'équipe de la Côte d'Ivoire n'était pas présente à cause des circonstances politiques du pays, le Conservateur de l'UCF Sahel était accompagné par deux animateurs et non pas par son équipe technique. Heureusement, l'équipe du PONASI au Burkina, ainsi que l'équipe du NSBCP au Ghana étaient mieux garnies. L'atelier a aussi pu bénéficier de la présence d'autorités telles que le Directeur National du projet PAGEN au Burkina et le Directeur National de la Faune au Ghana.

Cette seconde mission nous a aussi permis d'enrichir le fonds documentaire du projet de quelques documents et d'images satellitaires.

Accessoirement, la mission a pu prendre contact avec des structures qui jouent déjà ou pourraient jouer un rôle d'appui aux projets PAGEN – PGET, tels que l'Institut Géographique du Burkina (IGB), le Programme National de Gestion de l'Information sur le Milieu (PNGIM), le Centre National des Semences Forestières (CNSF), l'Association Tinhinan et l'Institut des Sciences des Sociétés du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique. Sur le terrain à Nobéré la mission a aussi rencontré deux stagiaires : Prosper Kampaoré de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, qui travaille sur les potentialités et les contraintes liées à la faune sauvage et ses interactions avec les animaux domestiques ; et Victor Bonogo de l'Institut du Développement Rural (IDR) de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso, qui travaille sur le potentiel fourrager de 3 espèces *Azalia africana*, *Sterculia setigera* et *Pterocarpus erinaceus*.

Un compte-rendu du déroulement de la mission, ainsi qu'un calendrier détaillé de la mission sont donnés en annexe 1. La liste des personnes rencontrées en entretien particulier est en annexe 2.

5. Compte rendu de l'atelier d'harmonisation, mettant en évidence les thèmes abordés, la méthodologie de travail et les résultats atteints

Les objectifs de l'atelier étaient de :

- ✓ Favoriser la réflexion et l'échange d'expériences à propos des points forts et des points faibles des approches de travail des projets FEM transfrontaliers, en particulier à propos des approches de communication, de gouvernance participative et de cartographie.
- ✓ Identifier les enjeux et les problèmes et les opportunités partagés et mettre au point quelques réponses et outils pour y faire face (systèmes de communication, gouvernance participative et cartographie).
- ✓ Identifier des 'modes de collaboration' intra-projet et inter-projets et un langage commun pour les projets FEM, et planifier des activités ponctuelles pour le futur, y compris des activités transfrontalières qui engagent la société civile.



Sur la base de ces objectifs, 3 thèmes ont été identifiés (transfrontaliarité, gestion participative et cartographie) et chaque thème a fait l'objet d'une journée de travail. Après l'ouverture de l'atelier, les journées étaient structurées en présentations introductives au thème, suivies par une discussion en plénière. Ensuite, les participants se divisaient en trois groupes de travail pour approfondir le thème et répondre à une série de questions posées. Ces travaux de groupe étaient restitués en plénière et faisaient l'objet d'une discussion. Les groupes étaient grossièrement structurés selon le niveau d'intervention dans le projet : coordination nationale (groupe éléphants), projet de terrain (groupe buffle) et société civile – ONG (groupe hippopotame). Toutes les présentations introductives se sont faites dans les deux langues principales de l'atelier (l'anglais et le français) et toutes les discussions ont fait l'objet de traductions.

La qualité des résultats des groupes de travail nous semble tout à fait excellente et nous invitons les équipes des projets à réviser et tenir à l'esprit ces résultats qui pourraient/ devraient leur être très utiles dans leurs démarches de projet.

Initialement, une visite de terrain était prévue pour le quatrième jour mais au vu du temps nécessaire à rejoindre le Parc National de Mole, la difficulté d'organiser une rencontre fructueuse d'un si grand groupe de participants avec des collectivités locales et la quantité de travail à accomplir dans l'atelier, les participants ont décidé de plutôt favoriser la continuation des travaux en plénière, notamment par des présentations par les différentes équipes présentes.

Le dernier jour a été réservé à la planification des activités pour 2005. Les participants à l'atelier se sont mis d'accord sur plusieurs engagements de travail concernant la zone transfrontalière Burkina-Ghana, à mettre en œuvre par un Groupe Technique Transfrontalier qui devrait être rapidement créé :

Engagements de travail (sommaire)

- Signature du protocole de collaboration transfrontalière Burkina-Ghana
- Elaboration d'un plan d'action concerté dans le cadre de la création et la gestion des corridors, avec calendrier et échéances et harmonisation des démarches dans la perspective de la gestion transfrontalière des ressources naturelles
- Le Burkina et le Ghana finalisent le plan et préparent des cartes des corridors d'ici fin 2005, avec l'appui du groupe des spécialistes de l'éléphant d'Afrique de UICN
- L'équipe Ghanéenne monte une étude de faisabilité des corridors au Ghana et produit une carte
- Les deux pays s'engagent à insérer les corridors dans une perspective de développement durable et équitable et à faire des propositions concrètes pour les questions de la transhumance, de l'empiètement pastoral et des agriculteurs qui abandonnent les terres incorporées dans les aires protégées. Ils cherchent à incorporer les activités agricoles dans les systèmes de gestion des corridors et à réduire au maximum le braconnage et les feux. Des initiatives de sensibilisation et information seront prises, ainsi que des actions en appui des modes de vie et des moyens de subsistance
- Des négociations seront engagées au plus tôt avec les communautés dans chaque terroir, avec marquage des limites des corridors après des négociations réussies et des actions conjointes sur les corridors à tous les niveaux (rencontres et visites transfrontalières régulières, p.ex., incluant les maîtres des terres des corridors des deux pays)
- Le projet PAGEN PONASI d'ici fin mars doit finaliser le plan des négociations, collecter les informations transfrontalières, aller sur le terrain. Le projet PAGEN SAHEL doit mettre en place les comités (locaux, national et ensuite le transfrontalier)
- Un bilan de la mise en œuvre des corridors doit être fait en septembre-octobre 2005

Pour un plan d'action plus détaillé voir SVP l'Annexe 6.

L'atelier a été très favorablement évalué par ses participants, voir SVP l'Annexe 7.

6. Eléments de constat par rapport aux problématiques dans les zones transfrontalières, en particulier dans l'écosystème du Nakambé

Un peu partout dans le Sud du monde, la période postcoloniale est caractérisée par des échecs, partiels ou complets, des projets de développement conçus selon des logiques dirigistes et productivistes, qui se sont heurtés aux perceptions, aux valeurs et aux modes de vie des collectivités locales théoriquement bénéficiaires. Après une longue inertie, on a vu émerger le « développement participatif », en parallèle avec une prise de conscience plus environnementaliste et moins productiviste dans les sociétés du Nord. C'est la naissance du concept du développement durable. Si on poursuit le développement durable, on doit rendre les exigences du développement compatibles avec l'utilisation durable des ressources naturelles, mais il faut aussi que les règles de gestion des ressources naturelles soient développées par— ou au moins avec— les communautés concernées.

Depuis des décennies, la pression sur les ressources naturelles est tellement forte presque partout dans le monde que ce n'est pratiquement que dans des zones activement protégées qu'on retrouve encore une biodiversité importante. Cette protection active, d'autre part, n'est pas nécessairement celle des états nationaux. Plusieurs communautés locales ont des perceptions, des valeurs, des pratiques et des modes de vie qui s'inscrivent naturellement dans une logique d'utilisation durable, de renouvellement des ressources (jachères), de protection stricte de certaines zones ou ressources (espaces et espèces sacrés), etc. Ces communautés produisent en tant que résultat accessoire (et pourtant démontrable) la conservation de la « biodiversité » un concept à qui, aujourd'hui, les professionnels de la conservation tiennent beaucoup, mais qui était presque inconnu il a trente ans. Ces communautés ont œuvré pour maintenir, protéger et parfois enrichir¹ cette biodiversité pendant des centaines voire des milliers d'années...

Les importantes contributions positives des communautés locales à la conservation de la biodiversité ont été récemment portés à l'attention mondiale avec la légitimation des « Aires du Patrimoine Communautaire » par la Convention sur la Diversité Biologique. Mais il est plus facile d'inclure des mots dans des déclarations solennelles que de prendre en compte de façon pratique les capacités des communautés et leurs cultures. Pourtant, il s'agit d'un atout pour la conservation, qui peut jouer un rôle majeur dans plusieurs situations et notamment dans les unités de conservation et les corridors transfrontaliers qui intéressent le projet PAGEN et ses homologues ghanéens, ivoiriens et maliens.

6.1 Rôle de la culture, de l'histoire et d'autres caractéristiques sociales...

Représentations culturelles et pratiques environnementales

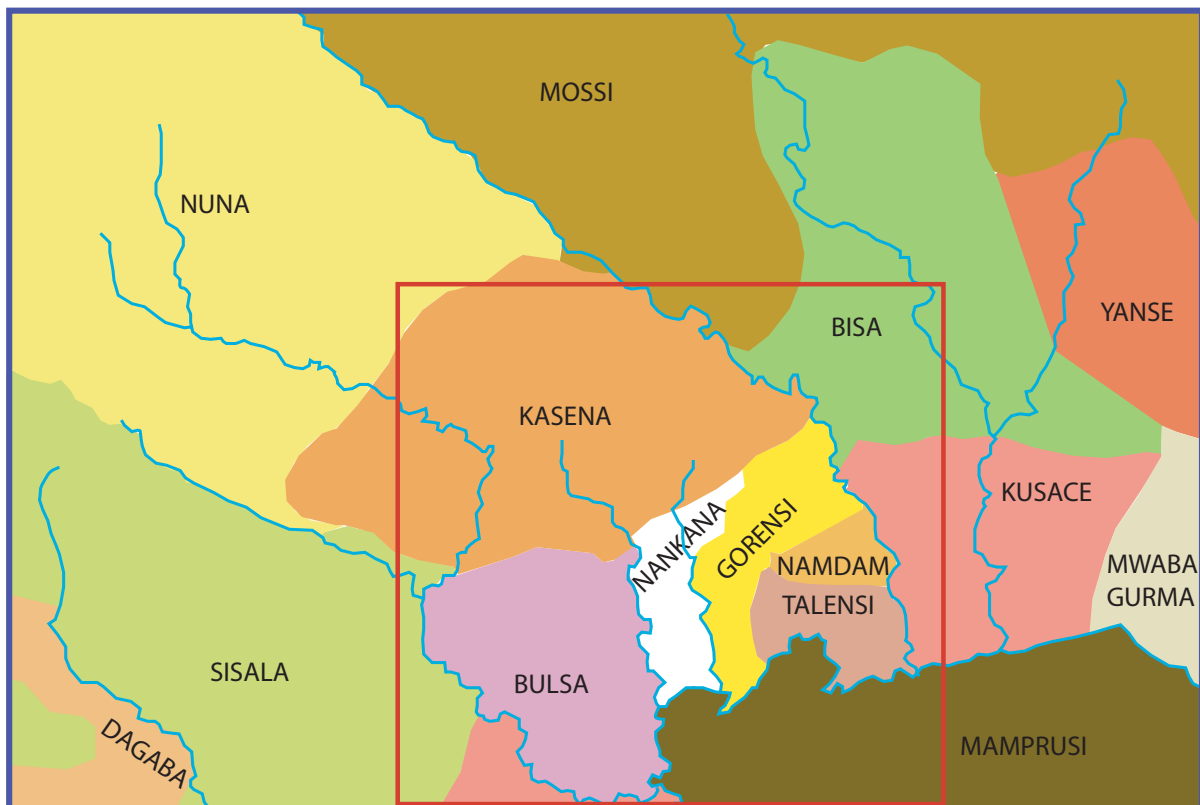
Les représentations culturelles de la nature et les pratiques extractives locales qui en dérivent, sont parmi les déterminants les plus importants des valeurs de « biodiversité » dans les espaces anthropiques. Dans l'espace de l'écosystème Nakambé White Volta, le contraste entre l'état général des ressources naturelles en pays Mossi par rapport au pays Kasena en est un exemple évident.

Beaucoup a été écrit sur l'attitude anthropocentrique et utilitariste des Mossi dans leurs relations à l'environnement. « Oiseaux de mil », prédateurs pour certains de leurs voisins (Benoit 1982), destructeurs de leurs propres terres (Dévérin-Kouanda 1992), les Mossi n'aiment pas le « désordre »

¹ L'agrobiodiversité en est l'exemple le plus frappant,

de la brousse sauvage et planter un arbre équivaut à s'imposer une mort rapide et sans progéniture (Dévérin 2002). Dans notre langage « conservation et biodiversité », on pourrait qualifier cette attitude comme contraire même au concept fondamental de la conservation des espèces autres que l'homme. Cette représentation est en effet très éloignée de l'approche éco-systémique de la conservation contemporaine. Heureusement, cette attitude n'est pas pour toujours et est capable d'évoluer. Notamment, on voit aujourd'hui des Mossi revenus du Ghana qui plantent des manguiers sans en mourir jeune et sans enfants, donnant ainsi un exemple. Le fermeture des pays voisins et le manque de brousse « vierge » à défricher au Burkina fait aussi que des mesures de conservation des sols et des notions de ressources renouvelables commencent à faire leur chemin en pays Mossi (Dévérin 2002).

La situation est très différente chez les peuples Gourounsi, qui dominent dans la partie sud de l'écosystème Nakambé – White Volta : les Kasena, Talensi, Namdam, Nankana et Kusace (Carte 1). Dans leur tradition, il existe une chefferie bipolaire avec un chef qui exerce principalement les fonctions politiques et un chef (ou maître) des terres qui exerce principalement des fonctions religieuses. En principe, les lignages des maîtres des terres sont les plus anciens sur un terroir donné et ce sont eux qui ont autorisé les nouveaux arrivants à s'installer. Le lignage du maître des terres est souvent peu nombreux, peu matérialiste et joue un rôle effacé dans les assemblées villageoises. Néanmoins, traditionnellement il est en principe le « propriétaire » des terres qui veille à leur bonne gestion et peut les retirer à un exploitant abusif.



Carte 1. Peuples voisins aux corridors transfrontaliers entre le Ghana et le Burkina (d'après Liberski-Bagnoud 2002). Le cadre rouge contient les deux corridors ouest et est.

Le contraste ne pourrait pas donc être plus grand entre les perceptions culturelles des Mossi et des Gourounsi. Parmi les Kasena, par exemple (mais cela est vrai pour les peuples Gourounsi en général) il y a la nécessité vitale de conserver des *Tanwam*, des « peaux de la terre », endroits où les lignages « respirent ». De plus, ces *Tanwam*, où tout prélèvement est interdit, se situent en général dans ce que, en langage biodiversité, sont des écotones, des zones de transition entre deux écosystèmes, particulièrement riches en biodiversité. Il s'agit souvent d'une forêt dense ou d'un simple bosquet

mais toujours à proximité d'un site offrant une configuration remarquable dans le paysage (Liberski-Bagnoud 2002) :

- Le glacis d'une pente de colline
- Les berges d'une rivière
- Une mare permanente
- Un amoncellement de blocs rocheux
- Une caverne.

... en bref, exactement là où il y a une remarquable convergence potentielle entre la représentation culturelle locale et les besoins de la conservation.

Bien évidemment, comme pour les Mossi, les pratiques sont évolutives et au pays Kasena les tendances sont plutôt négatives. Ainsi, traditionnellement, c'était le Maître de la Terre² *Tigatu* qui ouvrait la saison des semis et des récoltes. A cette période, les animaux domestiques restaient enfermés et donc les dégâts étaient limités. Aussi, le *Tigatu* ouvrait la saison de la récolte des produits non-ligneux, ce qui permettait aux fruits des arbres précoces de bien mûrir et d'ainsi assurer la régénération naturelle. Actuellement, les interdits anciens sont bafoués et la cueillette est précoce, donc il n'y a plus de régénération.³



Photo 1. Bosquet sacré en pays Kusace, totalement isolé dans une vaste plaine érosive. Les herbes pérennes à l'avant plan indiquent une faible dépression qui pourrait engendrer un cours d'eau temporaire qui atteindrait la dépression du bosquet en saison humide. Il semble probable qu'il y aille de l'eau quasi permanente ou à faible profondeur dans le bosquet. Mais cette mare devrait avoir une forte tendance au comblement puisque les eaux qui l'atteignent devraient être fortement chargées en sédiments. Ce bosquet sacré est certainement un havre de biodiversité, mais il est totalement déconnecté des autres écosystèmes similaires.

Histoire et démographie

Un deuxième déterminant très important des valeurs de la biodiversité dans une zone donnée est la densité de la population, déterminée par l'histoire et aussi par des pratiques culturelles. Dans notre précédent rapport (Hamerlynck & Borrini-Feyerabend 2004) nous avons déjà fait allusion aux causes de peuplement relativement peu dense du pays Kasena, du moins dans sa partie occidentale (moins de 20 habitants par km²). Hervouët (1992) a, de façon convaincante, démontré que l'onchocercose n'était pas une cause unique, ni nécessaire, ni suffisante pour expliquer cette occupation de l'espace. Selon Hervouët (1992), il y a des causes multiples dont parfois l'onchocercose mais aussi les razzias par les chasseurs d'esclaves, surtout les raids des cavaliers Zerema de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle

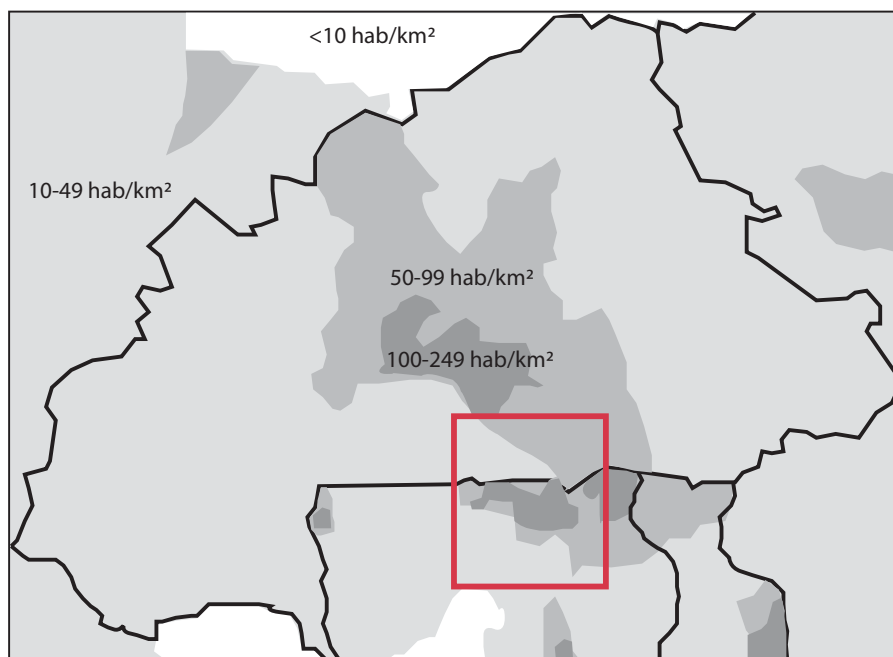
² Suivant Danouta Liberski-Bagnoud nous préférons le terme « Maître de la Terre » pour *Tigatu* au lieu de « chef des terres » pour bien le distinguer du « chef sacré » *Pe* qui exerce principalement des fonctions politiques.

³ source : réunion avec la population à Kollo, 25 février 2005.

(Liberski-Bagnoud 2002), l'abandon de terres suite à la surexploitation, l'attraction du travail salarié dans les zones côtières du Ghana, la maladie du sommeil, etc. La simplification aurait donc surtout servi les besoins de la cause pour la mise en place du programme d'éradication de l'OMS dans des vallées qui n'ont en réalité qu'un faible potentiel agronomique (Hervouët 1992).

Dans son étude très détaillée sur les migrations dans la zone entre la Volta Rouge et Blanche, Hervouët (1977), récapitule l'évolution démographique pratiquement village par village et inclut de nombreuses cartes qui pourraient utilement être intégrées dans le SIG du PAGEN et faire l'objet d'analyses diachroniques pour mieux capter les tendances dans l'occupation et l'utilisation des terres. La problématique de l'occupation des terres continue à être l'objet de recherches scientifiques par l'antenne IRD de Bobo-Dioulasso (<http://www.ird.bf/activites/ur088.htm>) et ce serait intéressant pour le projet PAGEN de communiquer avec eux parce qu'ils s'intéressent notamment à la sanctuarisation des espaces périfluviaux et la perception religieuse du réseau hydrographique et des galeries forestières attenantes sur le fleuve Bougouriba dans le bassin du Mohoun. Ces études peuvent apporter des informations utiles au PAGEN.

Si l'on compare la carte de la densité de la population du Burkina et des zones environnantes (Carte 2) avec celle des aires protégées dans l'écosystème Nakambé White Volta (Carte 3) on s'aperçoit que la densité de la population est très élevée dans la partie nord du Ghana, face aux aires protégées Burkinabé et aux corridors planifiés. Là on se situe dans les pays Nankana, Gorensi, Namdam, Talensi et Kusace et les densités de population y sont comparables aux densités du plateau Mossi. On comprend aisément que la création des corridors au Ghana, dans des zones aussi densément peuplées, n'est pas une entreprise facile. C'est uniquement une fine bande autour du Nazinon Red Volta et dans la zone à l'ouest de la Sissili qui sont caractérisées par des densités plus faibles.



Lors de la mission nous avons eu un bref aperçu du corridor Est, notamment dans le pays Kusace, entre Zabré et Zebila au Ghana. En dépit de la présence de sols à l'origine assez profonds et fertiles (ce qui explique probablement en partie la densité élevée de la population) les habitats des plaines sont très dégradés (Photo 2.). Il reste quelques bosquets sacrés au milieu de zones caractérisées par une très forte érosion des sols (Photo 1.).

Carte 2. Densité de la population au Burkina et dans les zones avoisinantes (source OMS/ONUSIDA). Le cadre rouge contient les deux corridors Ouest et Est.



Photo 2. Paysage dans les plaines au pays Kusace. Le Rônier (*Borassus aethiopium*) indique la présence de sols profonds et la présence d'eau souterraine. Les sols sont foncés, avec une bonne proportion d'éléments fins. Néanmoins, il y a une très forte érosion de surface avec l'apparition de pierres angulaires dans les champs. La quantité de poussière dans l'air démontre aussi que ces sols, nus en saison sèche, sont sensibles à l'érosion éolienne. Les taux d'érosion de ces sols nus lors du début de la saison des pluies est extrême et des tonnes de « topsoil » sont transportées vers les ruisseaux et les fleuves.

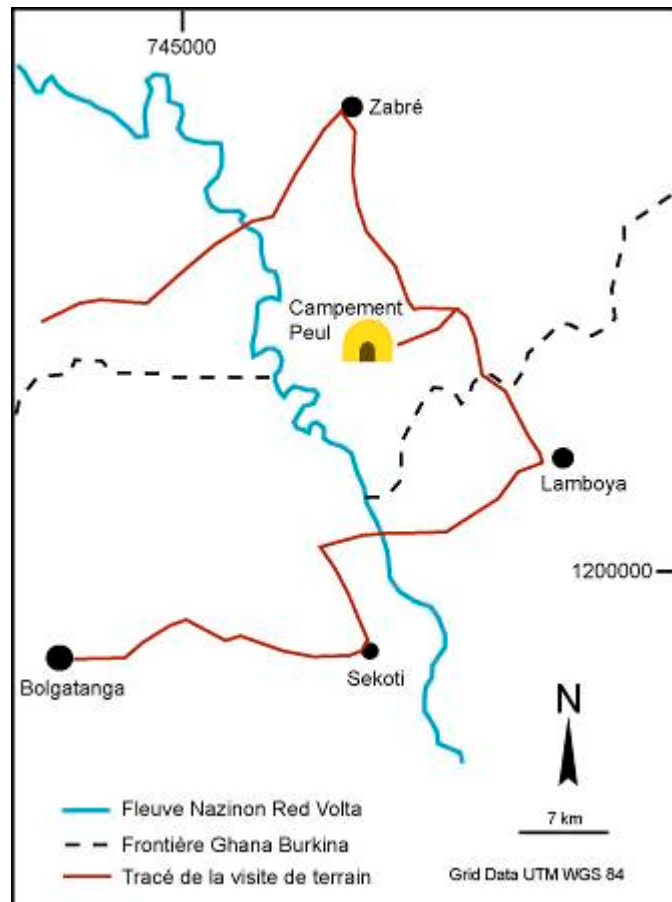
Il n'est dans l'intérêt d'aucun projet de conservation d'établir un « beau corridor » de migration des grands mammifères au milieu d'une zone en désertification accélérée. Dans une telle situation d'érosion et de perte de fertilité des sols, le corridor n'a que d'infimes chances de résister à long terme aux pressions foncières. Il semble donc nécessaire de développer un programme de conservation des sols et d'amélioration des habitats naturels dans une large zone autour du corridor Est. Une des premières mesures devrait être la restauration de la végétation galerie le long de tous les cours d'eau mineurs et majeurs. Effectivement, l'érosion sous savane « naturelle », même avec un faible recouvrement arbustif (28%) est de l'ordre de 100 kg/ha/an, tandis qu'elle est dix fois plus grande pour une parcelle cultivée en mil. Pour un sol nu elle est d'au moins 10 t/ha/an (Mietton 1986a). Cette intervention de restauration des galeries aurait des effets positifs non seulement sur l'hydrologie (meilleure infiltration, ralentissement des écoulements, moins d'érosion), mais aussi sur la (petite) biodiversité (Bennett 2003), notamment des batraciens et des petits mammifères, à cause de la réintroduction d'éléments linéaires dans le paysage. Il semble aussi nécessaire de modifier les pratiques agricoles. Les techniques de conservation des sols, mécaniques et biologiques, doivent être adaptées à la situation locale (pour le sud Burkina voir par exemple Mietton 1986b). De nombreux autres exemples dont on peut s'inspirer existent (IRD GTZ 2000). Par exemple dans des zones à pluviométrie similaire au Nord Cameroun, de bons résultats ont été atteints par des pratiques culturelles adaptées (Boli *et al.* 1998) telles que l'introduction du semis direct dans la litière avec un travail de sol réduit à la ligne de plantation, du paillage de surface, de l'ajout de fumier de chèvre, éventuellement des courtes jachères de légumineuses (*Callopogonium pruriens*). Ces méthodes ont permis de réduire considérablement les ruissellements en surface et la perte de sols, notamment en ce qui concerne les éléments fins.

Le léopard est l'animal totémique des Kusace qui vivent sur la frontière Burkina Ghana et il y aurait encore quelques exemplaires dans la zone. Avec une restauration de l'habitat, cette population aurait plus de chances de survie à long terme. Le potentiel touristique de cette présence est à analyser.

La mission a pu visiter un campement Peul situé à proximité du corridor (UTM WGS 84 762472 1218085), à 7 km du fleuve Nazinon. Originaires (si un tel terme peut s'appliquer à des nomades) de Boulsa dans le Namentenga (à 185 km au nord du campement), deux familles se sont installées dans la zone depuis une vingtaine d'années. A cette période de l'année, les hommes sont partis avec les bovins à plus de 50 km au sud de Bolgatanga mais ils reviendront aux premières pluies. Les femmes cultivent quelques champs et élèvent des pintades. Il y a aussi des petits ruminants au campement. D'autres femmes Peul passent régulièrement depuis quelques mois pour racheter le lait et l'amener en ville.

Les chefs de famille reviennent au campement tous les 20 jours. Il y a d'autres campements Peul dans la zone mais ils ne sont pas accessibles en véhicule. Les Peul vendent leur bétail à Youngou, au sud-est de Zabré.

Selon notre interlocuteur, les éléphants ne sont normalement pas gênés par le bétail et on en a vu dans la zone dans un passé récent. Néanmoins, depuis que les pêcheurs utilisent des produits toxiques (Dithane, D6) dans les mares résiduelles du Nazinon, les éléphants sont obligés d'aller aux sources, aux barrages, aux puits ou bien de creuser des puisards 'comme les gens'. Ainsi en 2001, il y a eu un conflit entre éléphants et bétail au point d'eau utilisé par les Peul. Depuis 4 ans les éléphants ne viennent plus parce qu'il n'y a pas assez d'eau.



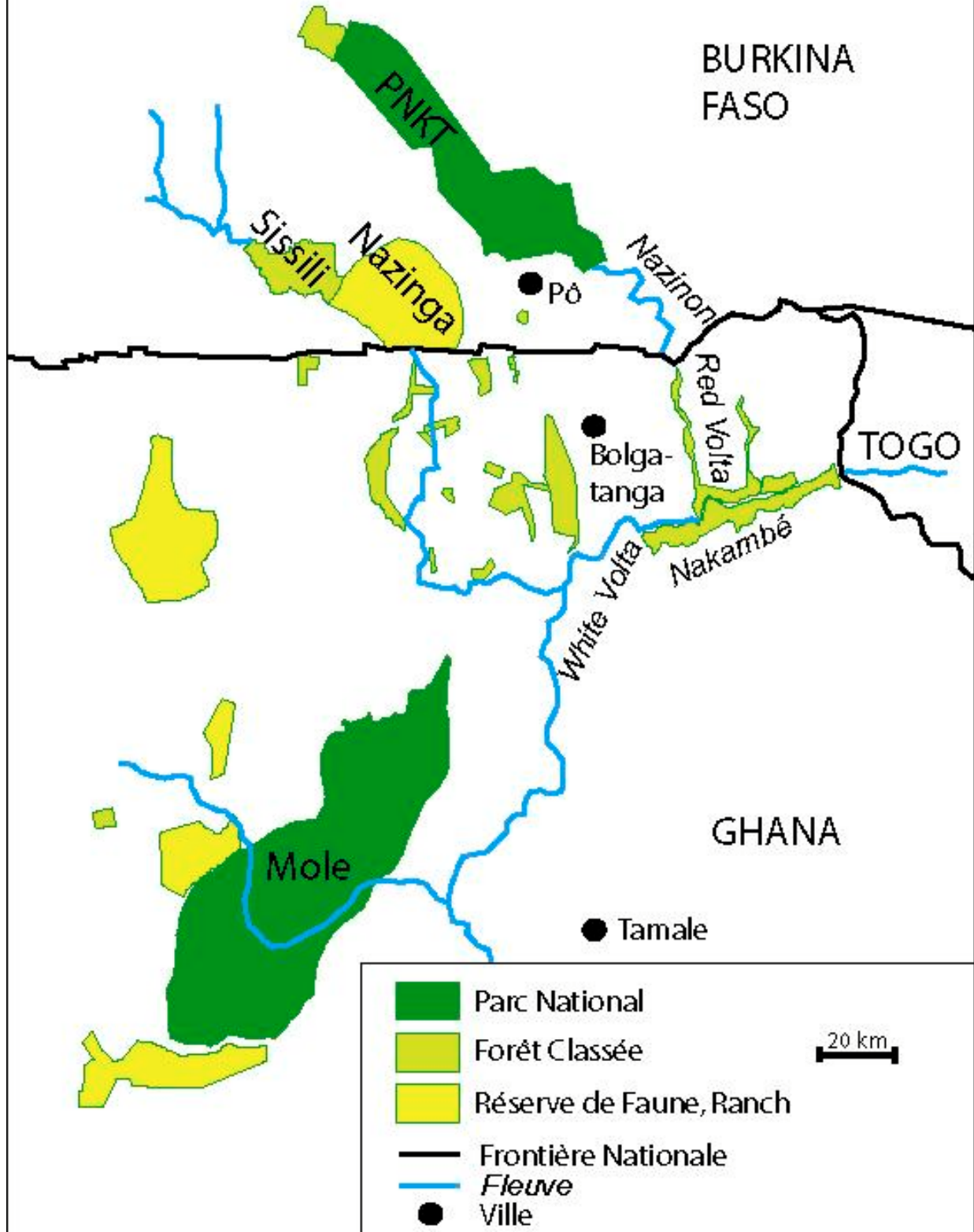
Carte 3. Chemin schématique pour rejoindre le campement Peul, à côté du Nazinon/ Red Volta



Photo 3. Paysage du campement Peul visité dans les collines à l'est du corridor Est. Le campement se situe sur une ancienne jachère en régénération. L'érosion y est moindre que dans la plaine avoisinante.

En effet, les forêts classées autour du Red Volta Nazinon ne constituent que une bande réduite en largeur. De plus, la forêt naturelle a été partiellement remplacée par de plantations de Teak *Tectonia grandis*. En comparaison avec les espèces endogènes, ces plantations à évapotranspiration élevée ont des effets plutôt négatifs sur l'hydrologie.

Ecosystème Nakambé White Volta



Carte 4. Aires protégées dans l'écosystème du Nakambé White Volta..

Au village de Sekoti, dans le pays Namdam (ou Namnam) (UTM WGS 84 760530 1197377), le chef du village nous a expliqué que dans son enfance il y avait des éléphants, des lions et des hippopotames dans la zone. Même jusque dans les années 1990, les éléphants venaient boire dans un barrage, qui a malheureusement cessé de fonctionner en 2003. Pour lui le plus grand problème c'est l'eau, tous les points d'eau en brousse sont à sec et il n'y en a même pas assez pour le bétail. Avec la trentaine de villages des deux côtés du fleuve Nazinon Red Volta concernés par le corridor, ils sont en train d'établir des règles de gestion pour la zone à proximité du fleuve. L'agriculture ne devrait pas y être autorisée ainsi que la coupe de bois vert. Seulement la collecte de bois de feu serait autorisée. Son association villageoise, intitulé CORMCO – Corridor Management Committee – a aussi mis en place un système de lutte contre les feux de brousse et envisage d'aménager des points d'eau. En effet le village a préparé un plan d'aménagement et attende la signature du « Memorandum of Understanding » sur le transfert de gestion pour entamer les actions.

Traditionnellement, les habitants du village étaient chasseurs mais pas en saison des pluies parce que c'est la période de reproduction. En saison sèche, ils chassaient en utilisant le feu mais actuellement il n'y a plus assez d'animaux. Par an il y avait deux festivals de chasse gérés par le maître des terres. Actuellement, ils continuent à faire les rituels mais en brûlant que symboliquement une petite partie de la brousse et en faisant un petit sacrifice.

Les attentes par rapport à la mise en place du corridor sont importantes dans le village, notamment en matière d'écotourisme et de chasse villageoise, la vision s'inspirant de l'exemple de Nazinga. Un des grands soucis est le problème des dégâts que les éléphants pourront faire aux champs. Ils sont conscients de l'existence d'accords sur la circulation des troupeaux de bovins dans le cadre de l'ECOWAS et accepteront la présence de pastoralistes mais uniquement en dehors du corridor et à condition que les visiteurs déclarent leur présence de façon officielle, payent pour le droit de pâture et s'abstiennent de toute activité nuisible ou criminelle. Ils proposent que des points d'eau soient aménagés loin de leurs champs et à distance du corridor pour l'accueil des pastoralistes.

Aussi bien du côté burkinabé (où des zones pastorales sont aménagées comme par exemple les 6000 ha à Guiaro près du corridor Ouest, mais avec des superficies bien en deçà des besoins) que du côté ghanéen (où il reste des espaces bien moins densément peuplés à l'ouest des corridors), les problèmes liés à la compétition entre le bétail sédentaire (toujours en croissance avec une conversion généralisée d'agriculteurs en agro-pasteurs) et transhumant (« réfugiés » écologiques des terres sahéliennes dégradées et converties en zones agricoles non durables) restent donc aigus et leur résolution demande des réflexions partagées à plusieurs niveaux.

En octobre 2005, les représentants des 15 pays de la CEDEAO sont venus à Pô et ont visité le village de Nangodé (au Ghana dans le corridor Est) où un conflit ouvert regrettable avait éclaté entre pastoralistes et populations sédentaires menées par des politiciens locaux. Il serait utile d'essayer de capitaliser de cet intérêt du niveau politique sous-régional pour tenter d'engager un dialogue et d'apporter des (ébauches de) solutions. Pour un exemple (avec analyse économique) d'une situation similaire autour d'aires protégées en zone soudanienne au Nord-Cameroun, avec aménagement de zones pastorales, voir Requier-Desjardins (2002).

Pour la partie ghanéenne du corridor un atout est l'existence d'un site de suivi démographique de la coopération canadienne (http://www.idrc.ca/fr/ev-43032-201-1-DO_TOPIC.html, Annexe 12). Contrairement aux statistiques de santé et de démographie nationales, souvent peu fiables parce que ne couvrant que la fraction de la population qui consulte dans des centres médicaux (par exemple, en Tanzanie, les 20% les plus pauvres de la population ne vont jamais dans un dispensaire), les analyses sont faites sur la base d'enquêtes dans les ménages. Il y a là donc une richesse invraisemblable de données à exploiter et à intégrer dans le SIG de l'écosystème Nakambé. Ces enquêtes démographiques sont très riches en informations sur l'état de pauvreté et sur les besoins des collectivités permettant aux projets de répondre de façon adaptée à ces besoins.

6.2 L'économie locale, au-delà des illusions et des stéréotypes

Si l'on veut éviter que la création des corridors ne soit perçue que comme une nouvelle étape de l'expropriation des ressources renouvelables tel qu'entamée à l'époque coloniale et continuée par les états-nations post-coloniaux, il est nécessaire que la participation des acteurs locaux soit réelle, basée sur des informations accessibles et fiables. Il est aussi nécessaire de prendre en compte de manière réelle les besoins économiques des communautés concernées et de se rendre compte que—dans les conditions d'extrême pauvreté où elles vivent— les communautés auront la tendance tout à fait naturelle à voir n'importe quel changement selon une optique économique.

Ainsi, il faudra d'une part identifier des pistes concrètes pour accroître les retombées économiques des communautés censées faire des sacrifices pour la création des corridors. De l'autre il faudra ne pas se laisser piéger par l'assistentialisme et bien comprendre les stratégies locales en jeu.

Lors de la visite du village de Kollo, dans le corridor Ouest (entre Nazinga et le PNKT) nous avons pu échanger avec le chef du village et d'autres. Le chef de Kollo nous est apparu très sage, sensible aux alliances possibles entre acteurs locaux et le PAGEN, notamment en ce qui concerne l'interdiction d'accès aux nouveaux opérateurs économiques (Ouedraogo 2003), voire même le déguerpissement de ces derniers, et ouvert aux différentes opportunités possibles.

De façon subsidiaire, le chef de la communauté de Bédari, qui a quitté son village d'origine au nord-est de Kollo il y a une cinquantaine d'années pour un problème de manque d'eau, voit dans la création du corridor un moyen de chercher des compensations ou d'obtenir un retour en passant par l'installation d'infrastructures hydrauliques à l'emplacement de l'ancien village. Répondre à ce type d'attente dans le cadre du PAGEN nous semble vraiment peu réaliste.

Ce qui nous semble fondamental est le développement d'une vision commune et à long terme sur ce que le corridor peut représenter et apporter pour l'ensemble des acteurs (y inclus les peuples mobiles). Cette vision commune devrait s'appuyer sur la compréhension de la « vocation écologique » du milieu— car seulement quand les activités économiques sont conformes à cette vocation elles peuvent être considérées durables.

Des éléments alternatifs à explorer avec attention incluent l'eau (tout bénéfice lié à la meilleure protection des zones humides à la fois pour les animaux et pour les gens), la cueillette selon les pratiques et droits traditionnels, l'agriculture biologique et, en général, les alternatives au coton et toute possible interaction positive entre l'élevage et l'agriculture. Il faudrait considérer la productivité par unité de terre vis-à-vis des investissements en intrants économiques et travail, la distribution des bénéfices et les retombées écologiques respectives. Une vision globale des perspectives de la



Photo 4. : Le chef du village de Kollo nous adresse avec sagesse et perspicacité.

conservation et de l'économie locale serait particulièrement utile. En ce sens, si l'avenir du Ranch de Nazinga sera bien compris en tant qu'indissolublement lié à la viabilité des corridors vers le PNKT, le long du Nazinon, vers Mole National Park, etc., le besoin de distribuer au moins une partie des recettes de Nazinga au bénéfice des populations qui maintiennent ouverts les corridors de façon active deviendra plus clair. Idéalement, une association formelle des communautés responsables du maintien du corridor Nazinga-PNKT pourrait/ devrait jouer un rôle important dans la gestion du ranch de Nazinga et du PNKT. Elle aurait dans des forums spécifiques la possibilité et le droit d'assurer que des bénéfices tangibles reviennent à ceux qui ont fait des sacrifices pour le maintien de la biodiversité.

Tout changement dans l'économie locale fera quelques déçus. Pour éviter que ces déçus deviennent



Photo 5. : Une femme Peul nous parle des éléphants qui par le passé vivaient à proximité de son campement et avaient une interaction cordiale avec le bétail domestique.

des acteurs négatifs qui vont faire cavalier seul et que le contrôle social soit défaillant pour la prévention où la sanction des transgressions, il faut que la sensibilisation et la participation soient effectives auprès d'une majorité de la population et dans toutes ses déclinaisons, notamment auprès des jeunes moins contraints par les interdits anciens et plus enclins aux stratégies à court terme. Il est donc important que les changements soient les moindres possibles, qu'ils fassent le moins possible de déçus et que la vision développée s'avère dans la réalité tangible. En particulier, il faudra être sérieux dans les analyses des bénéfices réels, directs et indirects, que les populations pourront tirer du corridor et ne pas susciter des attentes irréelles, notamment en matière de chasse villageoise, de la chasse amodiée pour des chasseurs venant du Nord et d'écotourisme.

Un élément important des relations économiques et culturelles entre communautés locales et biodiversité sont les conflits entre la faune et les

populations locales. Il est tout à fait normal que la mise en œuvre de corridors pour la faune dans des terroirs d'occupation humaine engendre l'accroissement de ces conflits. La faune cause des dégâts, et cela n'est pas seulement vrai pour les grands mammifères mais aussi pour les oiseaux. Les corridors peuvent attirer les oiseaux tels que les mange-mil et ainsi causer des pertes agricoles pour les cultures alimentaires. Les conflits entre faune et communautés locales doivent donc être vus en tant qu'élément majeur du système écologique et économique qu'on souhaite optimiser.

6.3 Les flux transfrontaliers : éléments d'un système complexe à gérer « de façon intégrée »

L'engagement dans la conservation transfrontalière oblige les acteurs concernés à « voir les chose d'en haut » et à se situer dans le paysage à une échelle généralement beaucoup plus large de celle de leur perspective normale. Seulement à cette échelle est en effet possible de percevoir les grands flux qui enlacent et lient les gens, le territoire et les ressources dans un système complexe, unique à chaque contexte.

En ce qui concerne l'écosystème du Nakambé/ White Volta et de ses émissaires (Sissili, Nazinon/ Red Volta) les flux historiquement les plus importants semblent être au moins trois :

- l'eau
- la faune
- le bétail et les transhumants qui l'accompagnent

Evidemment il y a aussi des flux des personnes et des ressources économiques, en particulier le long des axes routiers nord-sud, mais une bonne partie de ces derniers trouvent leur origine loin de cet écosystème et ils le « traversent » seulement (même si cela n'empêche pas les interactions).

Le flux qui intéresse le plus directement la conservation transfrontalière est évidemment celui de la faune. Celle-ci, d'autre part, est interlacé avec les flux de l'eau, qui crée les conditions de l'habitat nécessaires à sa survie (abreuvement, pâturage, voies de déplacement relativement tranquilles dans la ripisylve). Quand ces conditions existent, par contre, ils attirent aussi les troupeaux domestiques, soit des éleveurs sédentaires locaux, relativement récents, soit des transhumants avec une longue association avec les ressources du milieu.

Comment « optimiser » ce système complexe de flux au bénéfice de la conservation de la biodiversité et du développement durable des populations concernées ?

Plusieurs choix sont possibles mais, à notre avis, les balises les plus efficaces viennent du principe de précaution et du principe d'équité. Entre ces deux principes, il faut développer des règles intelligentes qui assignent à chacun ses droits et ses devoirs. Les règles devraient intéresser l'espace (zones et points d'eau dédiés à la faune, au pâturage des troupeaux locaux, au pâturage des troupeaux des transhumants, à l'agriculture), le temps (période des feux de brousse, période de transhumance, cas d'exception – sécheresse extrême), les infrastructures (points d'eau, routes, permis de passage) et les permis d'exploitation (par exemple, est-ce que la culture intensive du teak est compatibles avec la faune ? Est-ce que la culture du coton peut être substituée par d'autres cultures de rente ?). Par rapport à des choix transfrontalières, il est évident que ces règles—qui sont équivalents à rien de moins qu'un schéma transfrontalier d'aménagement du territoire avec plan de développement intégré— ne sont pas encore développés, sans parler d'être rendus opérationnels et respectés.

C'est pourtant seulement à partir d'une compréhension du territoire en tant que système complexe, avec sa vocation écologique et sa spécificité sociale, qu'on peut identifier les chemins de la durabilité. Les acteurs concernés des deux pays devraient premièrement exprimer de manière formelle leur décision de collaborer aux buts de la conservation (heureusement un tel accord est en train d'être négocié à niveau ministériel). Ensuite ils devraient développer ensemble un diagnostic, identifier les opportunités à saisir et développer des cartes du territoire transfrontalier. Les problèmes et les opportunités identifiés pendant le diagnostic devraient en suite être discutés ensemble sur la base de ces cartes, car c'est seulement avec l'accord de tous les concernés qu'on pourra prendre des décisions qui les impliquent.

Il y a, bien sûr, des questions ouvertes qui devront être bien analysées. Par exemple, il n'est pas encore clair si les « corridors » tels que définis au Ghana, c'est à dire des zones de passage de la faune assez étroites, au beau milieu des zones agricoles et parmi des villages à forte densité d'habitants sont viables du point de vue écologique. Si oui, il y a encore la chance d'établir un corridor entre Nazinga et le Parc National de Mole, au Ghana. Si non, il faudra bien accepter l'échec ou prendre des mesures plus importantes.



Photo 6. Eléphant du Ranch de Nazinga.

6.4 La négociation avec les communautés locales pour la mise en place des corridors

Une des tâches les plus importantes dans le contexte transfrontalier est celle de l'harmonisation des approches, des méthodes, des outils et des cartes. Qui doit être impliqué ? Comment ? A quelle échelle ? Avec quels outils ? Avec quelles institutions en charge ? Evidemment les populations de part et d'autre de la frontière Burkina-Ghana ont beaucoup d'attentes. Evidemment aussi, elles se parlent, car elles partagent langue, culture et souvent des liens de parenté. Il serait sage de répondre à leurs attentes de façon cohérente.

Par rapport aux institutions de gestion des ressources naturelles, les projets se sont engagés par rapport à des comités de gestion des corridors (« community corridor management committees »). Nous sommes en quelque sorte favorable mais en même temps nous avons des doutes par rapport à cette idée. D'une part, il est vrai que les unités de gestion importantes pour les buts de conservation sont les corridors, qui doivent être maintenus et protégés dans leur intégrité. Par contre, les « corridors » *per se*



Photo 7. : Cérémonie de respect pour le Chef du village de Sokoto (Ghana).

ne sont pas un intérêt primaire de communautés locales, mais plutôt secondaire. Si le tourisme n'amènera pas les bénéfices attendus (les villages autour du White Volta semblent tous rêver de devenir des petits Nazingas...), les gens vont rapidement perdre intérêt et abandonner plans et protection. Peut être le processus le plus efficace serait celui de faire choisir aux communautés concernées les unités de gestion qu'elles peuvent prendre en charge. Cela pourrait se faire à travers des réunions qui engagent les participants à formuler une vision commune d'un futur souhaité. Dans un cas idéal, cette vision serait centrée sur la gestion des ressources naturelles en général plutôt que sur la seule gestion du corridor. Elle pourrait envisager des accords à propos des ressources naturelles des corridors mais aussi hors corridor entre les parties prenantes concernées (règles de cueillette et utilisation des produits forestiers non ligneux, calendrier des feux de brousse, couloirs de passage pour le bétail transhumant, règles de résolution des conflits, renforcement du rôle des chefs des terres, etc.). Cette perspective permettrait de ne pas trop focaliser ni sur les limites physiques des corridors ni sur les bénéfices à attendre du tourisme.

L'harmonisation des approches d'une part et d'autre de la frontière devrait aussi concerner les politiques nationales. Le Ghana, par exemple semble privilégier une vision de zones protégées en tant que territoires à usage multiple. Le pays a aussi développé des « Bylaws » qui reconnaissent les formes traditionnelles de conservation et vient de compléter un premier inventaire de 3000 bois sacrés sur son territoire.⁴ Le Burkina, d'autre part, semble plutôt privilégier les aires protégées avec des règles strictes et gérés directement par l'état. Ce serait donc quoi un « corridor » de part et d'autre de la frontière ? Comment est-ce que les pays peuvent



arriver à une harmonisation de leurs législations respectives ?

Photo 8. : Une sincère poignée de mains entre autorités transfrontalières... le meilleur signe du succès de l'atelier

7. Recommandations et propositions d'actions concrètes allant dans le sens de la maîtrise des principales contraintes et problématiques, à mettre en œuvre par les projets nationaux

Sur la base du diagnostic préliminaire de notre première mission, des rencontres eues pendant la seconde mission, des enjeux et questions soulevés pendant l'atelier de Bolgatanga et du plan d'action agréé par les participants à l'atelier, nous aimerions proposer **quelques directions de travail** pour répondre aux problèmes et aux opportunités clés au niveau transfrontalier. Dans la prévision d'un accord sur ces directions de travail, et selon les indications de nos termes de référence, nous avons aussi esquissé un calendrier et des termes de références préliminaires pour les prochaines missions.

7.1 A propos des équipes de projet

Bien que l'atelier de Bolgatanga ait connu une bonne participation des équipes du PAGEN et de leur contrepartie Ghanéenne, il nous semble important de souligner que le responsable pour les questions écologiques et le responsable pour les questions sociales pour le Gourma Sahel burkinabé n'étaient pas présents. Depuis le début de notre intervention nous n'avons eu l'occasion de discuter avec eux et notre recommandation est de *s'assurer au plus vite qu'ils soient des professionnels capables de faire face aux nombreux défis du travail.*

7.2 A propos des réunions transfrontalières régulières

Lors de notre première mission nous avons recommandé que des réunions transfrontalières se tiennent de façon régulière entre les équipes des projets et les acteurs clés des gouvernements, en alternance dans un pays ou l'autre des frontières concernées. Ces réunions sont indispensables pour maintenir la cohérence des dossiers qui nécessitent de la collaboration transfrontalière (mise en cohérence des cartes, interprétation des législations, approches à la participation locale, répression du braconnage, fonctionnement des moyens de communication rapide transfrontalière, suivi des mouvements de transhumance pastorale, prévention des conflits, suivis biologiques comparés, respect des corridors de faune, développement de plateformes de concertation et d'initiatives transfrontalières, etc.)

⁴ Communication personnelle du Responsable Nationale de la Faune du Ghana, lors de l'atelier de Bolgatanga.

Nous aimerions souligner encore une fois cette recommandation, et proposer aussi que ***les responsables des questions transfrontalières désignés dans chaque équipe soient en charge d'organiser et mener à bien ces réunions*** et prennent aussi l'habitude de copier le responsable du projet PGET de l'UICN dans leurs rapports sur la tenue et les résultats de ces réunions. En effet, dès que la coopération transfrontalière avance, ces échanges devraient se focaliser de plus en plus sur la planification commune des activités des projets de part et d'autre de la frontière

7.3 A propos des supports cartographiques pour utilisation locale et transfrontalière à différents niveaux

Dans notre premier rapport (Hamerlynck & Borrini-Feyerabend 2004) nous avons déjà mis en exergue l'importance de la cartographie comme outil de planification. Lors de la mission de terrain et pendant l'atelier de Bolgatanga ce besoin a été confirmé à maintes reprises. Une des premières nécessités est que les systèmes d'information géographique des projets soient compatibles pour permettre l'échange et l'intégration des données. Ceci a été accompli pour la Comoé lors du GEPRENAF et un canevas commun des projets PAGEN a été développé (Bolly 2001). Ce canevas doit être étendu au-delà des frontières au Ghana et au Mali. Plus particulièrement le géo-référencement des cartes doit être identique et les GPS des équipes de part et d'autre des frontières initialisés sur le même système de coordonnées. Vu la disponibilité croissante d'images satellite gratuites dans le référentiel WGS84, nous recommandons l'utilisation de ce système pour l'ensemble des projets. Pour les coordonnées nous recommandons l'utilisation de UTM. Une première mise en commun entre le PAGEN et le responsable de la cartographie du NSBCP au Ghana a déjà été programmé pour le premier semestre 2005.

Le SIG des projets PAGEN est en train d'être mis en place et permettra aux projets de consolider les informations recueillies et de produire des cartes thématiques. Certaines pourraient être reportées en grand format sur différents supports notamment sur des murs dans des villages des corridors transfrontaliers et aux sièges des ONG impliquées dans les projets.

Néanmoins, il y a d'autres opportunités offertes par les progrès techniques en cartographie que les projets pourraient exploiter sur le terrain en faisant de la cartographie participative ou de SIG participatif. Un exemple d'une zone écologiquement très similaire au PONASI mais en Tanzanie a été distribué et présenté à l'atelier (Duvail *et al.* sous presse). Ces méthodologies sont en plein développement et une conférence sera organisée à ce sujet en 2005 (<http://pgis2005.cta.int/announcement.htm>) et il est très fortement recommandé que les projets prennent connaissance des résultats de cette conférence.

Un résumé de l'état actuel est sur http://www.iapad.org/participatory_gis.htm Comme l'a très bien expliqué le responsable du SIG PAGEN, ces activités participatives ne pourront pas être intégrées au SIG du PAGEN mais cela n'enlève rien à leur potentiel pour la planification et la réflexion au niveau villageois.

Pour que les projets contribuent à constituer et développer les bases de données nationales et pour que ces informations ne se perdent pas à la fin des projets, il est très important que toutes les données accumulées par les différents projets PAGEN soient compatibles avec la Base de Données de l'Occupation des Terres (BDOT) et que le Programme National de Gestion de l'Information sur le Milieu (PNGIM) soit alimenté régulièrement en information en provenance des projets. Une participation active du PAGEN au réseau PNGIM est donc fortement conseillée (Annexe 9). De plus, il nous semble important que toute photo aérienne ou image satellite obtenue et que toutes les cartes produites et validées soient communiquées, de préférence aussi en format électronique, à l'Institut Géographique du Burkina.

7.4 A propos de la prise en compte des caractéristiques culturelles locales et de la gestion participative

Comme noté auparavant, un des grands acquis de la conservation actuelle est la conscience du besoin d'engager les communautés locales en tant qu'acteurs cruciaux, avec des droits et des capacités uniques vis-à-vis les ressources naturelles. Pour cela, l'attention aux caractéristiques de ces communautés, et en particulier à leur culture, est primordiale. Nous aimerions recommander que *les équipes des projets développent, ou demandent à des experts, des études ponctuelles sur les valeurs, croyances, pratiques et institutions locales qui ont un lien avec la gestion des ressources naturelles.* En particulier, elles devraient recenser tout comportement favorable et tout comportement défavorable à la conservation et en comprendre les motivations et les racines.



Par exemple, qui se préoccupe aujourd'hui de maintenir en vie les relations de respect vers les bosquets sacrés, les sources sacrés, les espèces sacrées et les autres éléments particuliers du territoire et comment est-ce que cela se met en oeuvre ? Est-ce que ces phénomènes s'apparentent aux Aires du Patrimoine Communautaire ou sont ils plutôt relatifs à des croyances non spécifiques ? Aussi, quel est le rôle des maîtres de terres, des maîtres de brousse, des responsables des lieux sacrés ? Est-ce que les femmes sont impliquées dans ces rôles ? Si oui, de quelque façon ?

Est-ce qu'il y a des calendriers traditionnels suivis, des tabous respectés ? Est-ce que les communautés existent encore en tant qu'unités solidaires et capables d'agréer et respecter des règles à propos des ressources estimées d'intérêt collectif ?

Plus spécifiquement pour les Gourounsi, il semble probable que la chefferie bicéphale entre le chef politique et le maître des terres, caractéristique de ces peuples, trouve son origine dans la nécessité de développer une structure militaire qui pouvait opérer hors des terres du village, les maîtres des terres ne pouvant quitter le territoire villageois. Les projets actuels tentent de mettre en place de nouvelles règles pour la gestion des ressources naturelles et celles-ci devraient, pour être efficace, se rapprocher des règles anciennes connues par tous. Le rôle et les attributions des maîtres des terres semblent donc être une force qui pourrait être mobilisée. Actuellement, d'autre part, les maîtres de terres sont « sans défense » contre certaines pratiques des nouveaux opérateurs économiques, et cela nécessite une coordination sur des ensembles plus vastes que le territoire d'un lignage. Peut-on donc réfléchir, avec les communautés et des anthropologues, sur la possibilité de « moderniser » l'institution du « maître des terres », trouver un moyen pour qu'ils puissent se rencontrer, s'échanger leurs expériences et leur permettre de repenser leur rôle dans la perspective du développement durable et de la conservation transfrontalière ? La conservation de la biodiversité a besoin de tous ses alliés possibles et les forces locales favorables aux pratiques soucieuses de la durabilité sont parmi les plus importants parmi ces alliés.

Il serait aussi important d'analyser les forces qui s'opposent à ces pratiques. Qui apporte l'influence des religions modernes (qui parfois arrivent à demander la destruction des bosquets sacrés pour démontrer la supériorité supposée des religions non animistes) et comment est-ce que cela se met en oeuvre ? Qui apporte l'influence de la bureaucratie étatique et comment est-ce que cela se met en

oeuvre ? Qui apporte l'influence des forces économiques non locales et comment est-ce que cela se met en oeuvre ?

En effet, la situation sur terrain semble être ambiguë : certains maintiennent que les croyances et pratiques traditionnelles sont tout à fait vaincues et en train de disparaître mais d'autres maintiennent qu'elles sont encore bien vivantes... Quoi qu'il en soit, il y a chez les peuples Gourounsi des traditions qui, jusque dans un passé récent, avaient des impacts favorables au maintien de la biodiversité et à l'exploitation durable des ressources renouvelables. Valoriser les potentialités locales, et leur faire jouer un rôle positif à la fois pour la conservation et pour l'identité socioculturelle des communautés concernées semble donc un défi d'énorme valeur.

Sur la base d'une compréhension non superficielle de la culture des acteurs concernés, il sera possible d'envisager des plateformes de concertation et d'action plus efficaces. Par exemple, on identifiera avec plus de certitude les décideurs et les acteurs qui jouent les rôles les plus importants dans la gestion des ressources. Mais, comme on vient de mentionner, on pourra aussi s'appuyer sur les valeurs et les pratiques locales dans le développement des règles de gestion. Cette ligne d'action semble tout à fait trouver l'accord des participants à l'atelier (voir Annexe 8).

Selon ce que les acteurs transfrontaliers ont identifié pendant l'atelier, il faudrait en suite mettre en place des comités de gestion des corridors (dans chaque village, inter-villages et transfrontaliers). En ce qui concerne les formes spécifiques des organisations participatives à recommander dans la zone, les études de la culture locale sont primordiales, et il est bien difficile d'envisager de l'extérieur des structures durables sans l'apport des résultats de ces études. Le mieux est en effet d'identifier les formes et les mécanismes d'organisation les plus appropriés à travers un processus local. Ce processus est en train d'être entamé et nous espérons qu'il donnera des bons résultats assez rapidement. A ce propos, nous aimerions recommander que *l'équipe du projet ne cherche pas à imposer des formes d'organisation spécifiques aux communautés locales, mais reste tout à fait ouverte aux types d'organisation proposés et développés par les communautés concernées.*

Selon le vécu des équipes PAGEN on peut aussi recommander de *continuer les échanges inter-projet*, qui se sont toujours révélés fructueux. On pourrait envisager, par exemple, des visites de l'équipe de la Comoé au Sahel et au PONASI, ou de l'équipe du Sahel aux projets de conservation des espaces pastoraux au Sénégal au Ferlo où il y a aussi un projet de réintroduction de la faune sahélo-saharienne

(la Gazelle dama notamment).



Comme mentionné auparavant, on peut finalement recommander que les types de comités et les mécanismes de participation de part et d'autre des frontières soient les plus similaires possible en composition et attributions de part et d'autre de la frontière.

7.5 A propos de la communication et de la collaboration transfrontalières entre acteurs de la société civile

Une des recommandations sortant de notre premier rapport de mission était de promouvoir l'évolution d'un mode de conservation basé sur des 'projets' et entièrement dépendant de leur fonctionnement, à un mode de conservation enraciné dans la société civile et se reproduisant à partir de sa propre volonté et de ses capacités intrinsèques et donc plus durable. L'idée était que les équipes des projets concernés pourraient identifier des acteurs de la société civile—soit 'traditionnels' soit 'modernes'—enthousiasmés par la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles de part et d'autre des frontières.

Les projets pourraient en effet faciliter la communication et la collaboration entre ces acteurs, si possible vers la mise en œuvre d'initiatives transfrontalières et de formes d'association formelles conçues et mise en place par eux-mêmes. Cela demande des réunions, soit entre acteurs traditionnels (p.ex., entre les représentants des éleveurs transhumants et des chefs de villages de part et d'autre de la frontière), soit entre acteurs de la société civile 'moderne', ou des deux. Ces réunions seraient à convoquer sur la base de questions spécifiques, éventuellement comprenant un mélange de problèmes et d'opportunités à suivre vis-à-vis des relations transfrontalières et la conservation de la biodiversité et devraient pouvoir profiter d'outils d'appui spécifiques, tels que les cartes citées ci-dessus.

Cette recommandation reste tout à fait valable aujourd'hui, mais il s'agit d'un processus dont il ne faudra pas sauter des étapes importantes. Par exemple, les acteurs qui souhaitent communiquer avec leurs homologues de l'autre côté de la frontière devraient être auparavant conscients des enjeux et déjà organisés entre eux. Dans le cas de l'écosystème du Nakambé, une « organisation de gestion du corridor » existe du côté corridor Est au Ghana et des initiatives de développement communautaire ont été mises en marche du côté du corridor Ouest. Du côté Burkina, des associations ont été promues en



Photo 9. : Des femmes et des enfants Peul répondent à nos questions au campement visité pendant la mission.

vue de la gestion locale du PNKT (mais elles ne semblent pas encore jouer pleinement leur rôle) et un projet PNUD a travaillé sur des initiatives spécifiques avec les communautés environnantes du Ranch de Nazinga. Très peu a été fait par rapport à l'organisation des communautés du corridor Nazinga-PNKT et du corridor vers le Ghana au sud du PNKT (sauf des interventions centrées sur le développement local promues par le

PNGT II). Il est donc peut-être trop tôt pour mettre en marche des réunions transfrontalières entre la société civile du Burkina et du Ghana. Il est pourtant possible d'envisager ces réunions à terme (2006 ?), une fois que les organisations « internes » auront fait leurs premiers pas.

7.6 A propos des quelques éléments problématiques rencontrés pendant la mission

Deux problématiques examinées de façon préliminaire pendant notre mission nous semblent importantes et méritent un suivi et une attention particulière. La première a été décrite auparavant (section 5 de ce rapport) et se réfère aux *conditions écologiques limites* rencontrées au pays Kusace près de la zone du corridor transfrontalier Est. Une meilleure maîtrise de l'eau, la restauration de la ripisylve des petits cours d'eau et des initiatives de conservation et de réhabilitation des sols nous semblent importantes à entamer au moins en parallèle sinon avant la mise en opération de ce corridor. Vu, d'autre part, que ces interventions sont très coûteuses, nous identifions ici un point dolent du système, à suivre de près. Si ce genre d'opérations n'est pas prévu dans le cadre du PGET2 il serait utile que l'équipe PAGEN PONASI facilite la mobilisation d'autres partenaires au développement qui pourraient s'associer à cette initiative.

La seconde problématique se réfère aux éleveurs transhumants. *L'interaction entre l'élevage transhumant, la faune migratrice et les agriculteurs sédentaires* est complexe et difficile de solution. Elle renvoie à des questions de droit—droits humains mais aussi droits sur les ressources naturelles, soit coutumiers soit légaux. Elle renvoie aussi à des enjeux économiques, politiques et de sécurité sociale (les épisodes de violence autour des éleveurs mobiles sont tristement connus). Nous ne prétendons avoir aucune solution générale à cette problématique mais voudrions bien noter que—si on ne la fait pas face de manière tout à fait consciente et directe, il y a très peu d'espoir de mettre en marche un quelconque processus efficace de gestion de la biodiversité transfrontalière.

Dans d'autres mots, nous invitons chaleureusement les responsables de part et d'autre de la frontière à *se plonger sur ces deux problématiques— malgré leur apparente difficulté de solution—* car n'importe quelle solution durable à la conservation de la biodiversité passera obligatoirement par des réponses efficaces et équitables aux questions qu'elles soulèvent.

8. Projet de TDR pour la prochaine mission

Nous proposons une mission en Novembre 2005 pour consolider les échanges et poursuivre l'harmonisation des approches. Le second atelier sur le thème 'Harmonisation et mise en cohérence des initiatives des projets FEM transfrontaliers à propos de la cartographie, de la gouvernance participative et des systèmes de communication et d'échanges' pourrait se tenir au Mali. Nous sommes disponibles pour assister à distance les équipes des projets dans la phase de préparation de cet atelier.

Nous recommandons de tenir l'atelier sur le terrain aussi pour tester un travail de base avec les populations locales et de préparer des cartes avec eux. Les participants à l'atelier devraient inclure les responsables respectifs de la cartographie, de la gouvernance des ressources renouvelables et des questions transfrontalières ; les cadres PAGEN (et d'autres projets) en appui à la cartographie et d'autres professionnels de la sous-région avec de l'expérience clé dans le cadre des aires protégées transfrontalières. Nous proposons aussi d'inclure des animateurs de terrain ou, le cas échéant, le Coordonnateur des animateurs de chaque équipe, et des chercheurs ou étudiants des questions locales notamment à l'interface entre culture et ressources naturelles.

A l'occasion de l'atelier nous proposons aussi d'aller plus en profondeur dans l'analyse de la situation du Gourma Sahel, entre autres par une série de visites de terrain et de rencontres de part et d'autre de la frontière Burkina-Mali.

Résultats attendus

Notre troisième mission (Novembre 2005) pourrait viser les résultats suivants:

- Un **appui technique ponctuel pour l'écosystème transfrontalier Gourma Sahel** sur la base de l'analyse préliminaire incluse dans notre premier rapport et des informations collectées pendant l'atelier de Bolgatanga ; cet appui portera de manière spécifique sur l'implication des populations riveraines dans la gestion des aires protégées à mettre en œuvre et sur l'optimisation des options écologiques (limites, corridors, etc.) sous considération.
- L'**organisation et l'animation d'un second atelier** sur le thème 'Harmonisation et mise en cohérence des initiatives des projets FEM transfrontaliers à propos de la cartographie, de la gouvernance participative et des systèmes de communication et échanges'. Cet atelier comprendra des moments d'échange, des moments de formation—si possible directement sur le terrain— et des moments de planification de propositions d'actions concrètes allant dans le sens de la maîtrise des principales contraintes et problématiques à mettre en œuvre par les projets nationaux.
- La **planification de la poursuite des objectifs transfrontaliers** des projets **et les formes appropriées d'appui** (formation, outils, appui à distance, etc.) à mettre en marche.

Plan proposé

Mission d'appui à la Gestion des Ecosystèmes Transfrontaliers plan de travail proposé							
Activité	Oct. 04	Mars 05	Avr. 05.	May 05	Juin 05	Juillet. - Oct. 05	Nov 05
Première mission effectuée							
Seconde mission effectuée							
Second rapport de mission élaboré et consigné							
Préparation d'une carte SIG du corridor transfrontalier Ghana-Burkina (par les équipes des projets)			?				
Signature du MoU entre le Ghana et le Burkina et du contrat entre le Ghana et l'IUCN (par les pays concernés)			?				
Premier atelier du Ghana-Burkina Technical Transboundary Committee				?			
Analyse du besoin d'étude de faisabilité pour le corridor au Ghana							
Rapport examiné et commenté par l'IUCN et les équipes des projets							
Négociation des limites des corridors avec les communautés au Burkina et au Ghana (par les équipes des projets)							
Initiatives à venir planifiés dans les pays concernés et, en particulier, au Mali							
Préparation du second atelier PGET par les équipes des projets, avec appui à distance							
Troisième missions d'appui technique -- Gourma Sahel (17 jours en total, voyage sur Bamako, rencontres au Mali, descente sur le Gourma Malien, tenue de l'atelier à la frontière Malienne du Gourma descente sur la zone du Béli au Burkina, rencontres à Gorom-Gorom, Dori et Ouagadougou)							

Organisation et animation du second atelier PGET « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives des projets FEM transfrontaliers à propos de la cartographie, de la gouvernance participative et des systèmes de communication et échanges » (cinq jours-dont au moins un sur le terrain)							
---	--	--	--	--	--	--	--

Documentation à mettre SVP à la disposition de notre mission

(en jaune si particulièrement important)

- Rapport évaluation PAGEN par la Banque Mondiale
- Rapports sur la trame pastorale version finale
- Rapport études SIG, autres études et cartes
- Documents de synthèse sur Nazinga, et documents des projets PNUD
- Documents de synthèse sur la Sissili et Mole National Park
- Avant-projet de schéma national d'aménagement du territoire du Burkina Faso ???
- Documents provisoires d'aménagement du territoire provincial ou local, par exemple Yameogo SALAM, 2003. Schéma provincial d'aménagement du territoire de la province de l'Oudalan. Etude thématique sur l'organisation de l'espace dans la province de l'Oudalan au Burkina Faso. Projet de Développement Local de l'Oudalan (PDL / UDL), rapport provisoire 101 p.
- Plans PDL/UDL cartes des villages de la zone d'intervention
- SILEM 2003 (?) Inventaire de l'agro-biodiversité des écosystèmes des bas-fonds et des plaines du Sahel, du Plateau central, de l'Est et de l'Ouest du Burkina.

Documentation spécifique

Gourma Sahel

- Rondot, P. 1987. Evolution des Systèmes Productifs Agricoles au Sahél Burkinabé. Evaluation de 10 années de travail avec les populations de l'Oudalan, Thèse de 3^{me} cycle en économie rurale et agro-alimentaire, Université de Montpellier, France, 338 pp. + annexes, 1987. [Ceci nous semble très important : est-il possible de le demander à Montpellier ?]
- Résultats des projets pilotes de la FAO au Mali pour la gestion locale des RNs.
- Documents d'évaluation finale des projets d'appui à la gestion des ressources naturelles au Sahél de la GTZ (Dori, gestion des conflits, etc.) [Aussi très important SVP !]
- Etudes sur les Peuls Bororo.
- Documentation sur le projet transfrontalier qui existe sur le Béli : une ONG locale (WALDE EJEF) a aidé les locaux à s'organiser pour gérer les RNs... [Aussi très important SVP !]

Nakambé

- Etudes anthropologiques sur les populations du Gourma et leurs formes d'organisation (p.ex., *Great Things Happened* de McCoy, *Of Water and Spirits* -- thèse d'un missionnaire ?)
- Etudes de faisabilité économique pour le PNTK
- Protocole de libre mouvement entre Burkina et Ghana
- Etudes sur les bénéfices possibles pour les communautés autour de Nazinga (PNUD ?)
- Documentation sur Samua Wildlife Reserve au Ghana (communauté organisée avant l'arrivée d'un projet)
- Documentation sur le périmètre AVV sur le Nazinon

Documentation générale

- Articles de Mahir Saul University of Urbana (Illinois) m-saul@uiuc.edu
- Articles de Kathrine Homewood k.homewood@ucl.ac.uk sur la vulnérabilité des ménages des éleveurs face à la désertification, sur les interactions wildlife – pastoralism en Tanzanie

Réunions/ contacts à prévoir SVP

- ONG AGED qui a pris la relève du projet GTZ au nord (ils font aussi la cartographie pour le PAGEN)
- M. Ganaba Souleymane Chef Station (avait travaillé avec la GTZ à Dori, travaille avec universités locales, cartes de la biomasse...)
- M. Ly Boubakar à Dori (passionné, ex ministre, étudie et organise les Peuls, a une école, Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel, nouveautés financés par des fonds Suisses...)
- Bibliothèque Centrale DIST (Direction de l'Information Scientifique et Techniques du CNRST)

9. Annexes

Annexe 1: Calendrier de la mission

21/02/05	
	Voyage France - Burkina Faso Dîner avec le chef de mission à l'UICN au Burkina Faso
22/02/05	
	Briefing à l'UICN au Burkina Faso, procédures pour le visa Ghana, finalisation de l'agenda et des éléments de logistiques pour de l'atelier de Bolgatanga, liste des participants, etc.
23/02/05	
	Réunion avec Kambou Sié et collègues au CNSF
	Réunion avec personnel de l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS)
	Réunion avec Blaise Sowadogo, PAGEN
	Réunion avec Mustafa Gomjnlmbou, Directeur Adjoint INSS
24/02/05	Réunion de restitution de la mission de l'évaluation du PAGEN de la mission de la Banque Mondiale
	Voyage sud, au Ranch de Nazinga, et rencontre avec deux étudiants qui travaillent dans le Park National Kaboré Tambi
25/02/05	
	Visite Ranch de Nazinga
	Visite au village de Kolo et entretiens avec le chef et les villageois
	Arrivée à Po
	Rencontre avec le responsable du secteur élevage à PO, Monsieur Souleymane Adama
26/02/05	
	Voyage au Ghana par la route la plus proche au corridor est
	Rencontre avec des femmes et un homme Peul le long de la route
	Visite au village de Sakoti et entretien avec le chef, les sages et les villageois
27/02/05	
	Finalisation des présentations pour l'atelier et derniers éléments de l'agenda, logistique, etc.
28/02/05	
	Atelier « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges » journée des enjeu transfrontaliers
01/03/05	
	Atelier « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges » journée de la gouvernance
02/03/05	
	Atelier « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges » journée de la cartographie
03/03/05	
	Atelier « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges » journée des échanges d'expériences
04/03/05	
	Atelier « Harmonisation et mise en cohérence des initiatives de conservation en matière

	de cartographie, de gouvernance participative et de systèmes de communication et d'échanges » journée de la planification. Voyage de retour à Ouagadougou
05/03/2005	
	Debriefing au bureau IUCN Systématisation des documents de l'atelier Départ de la mission
10 jours (3 rétribués) jusqu'au 26.05.05	
	Compilation et finalisation du rapport de mission

Annexe 2: Liste des personnes rencontrées en entretiens particuliers

DULIEU Dominique	Conseiller Scientifique Cellule Régionale PARC W / ECOPAS
GOMJNLMOU Mustafa	Directeur Adjoint INSS
OUEDRAOGO Léonard	Expert Faune équipe sous-région
PAOLINI Carlo	Conseiller Technique Principal Cellule Régionale PARC W / ECOPAS
SAWADOGO Blaise	Directeur National PAGEN
SAWADOGO Jean-Paul	Coordinateur National PNGT2, Burkina Faso
SIE Kambou	Directeur CNSF

Annexe 3 : Liste de participants à l'atelier de Bolgatanga

no.	name	Adresse
1	SAWADOGO BOBODO BLAISE	PAGEN Burkina Faso bobodo.sawadogo@liptinfor.bf Pagen@river.bf Tel 00226 50 356415
2	PE OSCAR B. TIYIAMU II	Box 27, KAYORO/NAVRONGO Mob. 00233 0244 780849
3	BOLLY AHAMADOU	PAGEN/BURKINA Tel: 00226 50356415 abolly@river.bf
4	KAFANDO PIERRE	PAGEN/NATURAMA Tel 00226 50403365 Pierre-Kafando@yahoo.fr
5	SEYNOU BOUBACAR	PAGEN/NATURANA Tel: 00226 50403365 Bseejnou@hotmail.com
6	DICKO OUMAROU	PAGEN/BURKINA Tel 00226 40469089
7	GRAZIA BORRINI- FEYERABEND	IUCN - gbf@cenesta.org
8	OLIVIER HAMERLYNCK	IUCN - Olivier.hamerlynck@wanadoo.fr
9	OUEDRAOGO ADAMA	Ranch.nazinga@cenatrin.bf Tel: 00226 50413618
	HONADIA/KAMBOU	Clarisse.honadia@iucn.org

10	CLARISSE	
11	KABORE BARNABE	Projet Parc W (ECOPAS) Composante Nationale BF BP 07 Diapaga ecopasbf@fasonet.bf barnabekabore@yahoo.fr
12	KARAMA MAMADOU	AGEREF/CL BP 181 Banfora Tel. 00226 20910582 mfkarama@yahoo.fr
13	DRABO ADAMA	UCF/PONASI 00226 50.40.30.50 adrabo@yahoo.fr
14	LAWRENCE A. AKPALU	RESOURCE MANAGEMENT SUPPORT CENTRE (RMSC) Box 1457, Kumasi lakpalu@hotmail.com 00233 27 7724068/ 00233 51 223 76 Fax 051 226 87
15	COPIA LEON	AGNW-Po/Nahouri BP 01 Po - Burkina Faso Tel 00226 50.40.30.82/00226 7025 5575
16	TRAORE SIBIRY	UCF/Sahel PAGEN-GOROM Tel: 00226 4046 9089 GSM: 0022670 25 5575 tsibiry@yahoo.fr
17	KOGDBEOGO ASSANE	PAGEN/UCF BP 07 Gorom Sahel
18	ZONGO VICTORINE	PAGEN/PNKT 00226 7666 1665 NATURAMA zongo_victorine@yahoo.fr
19	DANIEL LUGUZURI	GNADO (NGO) P.O.Box 55, Navrongo, Ghana Gnado2@yahoo Tel 00223 742 22621 www.gnado.org
20	STELLA K YEMBILAH	P.O.BOX 443 Bolga
21	DANIEL DONKOR	FSD. NAVRONGO P.O Box 16 Navrongo Tel 00233 244 96424
22	YAKUBU STEPHEN	SRMC/NSBCP Box 54 Tamale Tel 071 25902 Mobile 00233 244 214508
23	AIME J. NIANOGO	IUCN – 00226 50.32.85.06 aime.nianogo@iucn.org
24	YAKUBU SEIDU	KAYORO
25	B.Y. OFORI-FRIMPONG	WD, ACCRA P.O. Box m-239, Accra Tel 00233 21 664 654 00233 21 664 360
26	SOLOMON BAGASEL	FORESTRY COMMISSION- Box 35, BOLGA Tel 00233 72 23017 Home/00233 72 23437 Office 00233 72 23018 fax/ 00233 422 444620 mobile gogfsd@yahoo.com
27	RICHARD DERI L	FSD BOLGA
28	G OSEI GYAMFI	FSD BOLGA
29	S.M. BILLEY	R. C.C BOLGA P.O. Box 50 Bolga Tel 00233 244 021907
30	MOSES KOMOAH	SRMC TAMALE P.O.Box 071 25902 Tel 00233 244227415 mobile Fax 00233 071 5903 mkomoah@yahoo.com
31	MUSAH ABU-JUAM	SRMC TAMALE 00233 244 362510 mobile 00233 71 25 903 office 00233 71 24 389 majuamuk@yahoo.co.uk

		Fax 071 25 903
32	IDDRISU SARATU KANTON	SRMC TAMALE Accounts officer Mobile 00233 71 25902 Tel. 00233 244 722261
33	ABDULAI ABASS	WILDLIFE BOLGA Wildlife Division Forestry commission Box 682, Bolga
34	AZEKO MATHILDA	WILDLIFE Division (Forestry Commission) P.O. Box 682 BOLGA Ghana Tel 00233 24443867
35	Dr. DAVID MILLAR	UDS Navrongo Tel 00233 72 23500 ceccik@africaonline.com
36	EDWARD DZOBOKU	Forest services

Annexe 4 : Agenda de l'atelier de Bolgatanga

« Première harmonisation et mise en cohérence des approches de communication, de gouvernance participative et de cartographie des projets FEM transfrontaliers »

Atelier de Bolgatanga (Ghana), 28 février-4 mars 2005

Objectifs de l'atelier :

- ✓ Favoriser la réflexion et l'échange d'expériences à propos des points forts et des points faibles des approches de travail des projets FEM transfrontaliers, en particulier à propos des approches de communication, de gouvernance participative et de cartographie.
- ✓ Identifier les enjeux et les problèmes et les opportunités partagés et mettre au point quelques réponses et outils pour y faire face (systèmes de communication, gouvernance participative et cartographie).
- ✓ Identifier des 'modes de collaboration' intra-projet et inter-projets et un langage commun pour les projets FEM, et planifier des activités ponctuelles pour le futur, y compris des activités transfrontalières qui engagent la société civile.

Participants :

Pour chaque équipe des projets FEM au Burkina, Ghana et Mali les participants à l'atelier sont censés inclure le responsable des questions transfrontalières, le responsable des questions relatives à la gouvernance des ressources naturelles et le responsable de la cartographie. Des cadres nationaux du projet PAGEN et des cadres de l'UICN Burkina participeront aussi.

Sponsors :

Projet PGET, projet PAGEN, projet NSBCP, projet PCVBG-E.

AGENDA

Heures	Lundi 28/02 : journée « transfrontaliarité »	Mardi 01.03 : journée « gestion participative »	Mercredi 02.03 : journée «cartographie »	Jeudi 03.03 : journée « visite de terrain»	vendredi 04.03 : planification et clôture
08:30-10:30	Ouverture de l'atelier et description de l'agenda proposée Introductions des participants et de leurs attentes Présentation et discussion: La gestion transfrontalière des ressources naturelles: quelques éléments d'une perspective internationale	Présentation et discussion: Une perspective historique sur la gestion des ressources naturelles; les résultats clés du Congrès Mondial des Aires Protégées (Durban 2003) et du Programme de Travail sur les Aires Protégées APs de la CDB (COP 7—2004) ; les Aires du Patrimoine Communautaire : concepts et exemples.	Présentation et discussion : La cartographie en tant que moyen de planification participative, communication et création d'une réalité transfrontalière partagée ; leçons apprises et exemples. Présentation par le responsable de la cartographie du PAGEN : où sommes nous avec la cartographie ?	Présentations des leçons apprises dans le site Comoé Burkina, Sahel Burkina, Parc National Kaboré Tambi, NSBCP (Ghana) et coté Burkinabé du Parc W. Après midi : repos	Présentations : Rappel de l'initiative PGET et de son état d'avancement actuel Travail en plénière : priorités de travail et opportunités à saisir en matière de coordination transfrontalière, gestion participative et cartographie : Qui peut faire quoi ? A quel but ? Avec quels moyens ?
Café					
11:00-12:30	Groupes de travail avec guide d'auto-analyse : Les principaux enjeux transfrontaliers (écologiques et socio-économiques) des zones intéressés par les projets FEM.	Groupes de travail avec guide d'auto-analyse : L'histoire de la gestion des ressources naturelles dans les trois écosystèmes transfrontaliers. Comment la gestion participative promue par les trois projets FEM peut bâtir sur l'histoire et la culture locale aux buts de la conservation et de l'équité?	Groupes de travail avec guide d'auto-analyse : Comment les projets FEM utilisent aujourd'hui la cartographie aux buts de la communication sociale, de la planification participative, et de la création d'une réalité transfrontalière partagée ?	...suite	Discussion en plénière : Les conclusions opérationnelles identifiés par les participants à l'atelier et les objectifs de l'initiative PGET. L'interaction entre le PGET et les projets FEM Engagements des participants Evaluation brève et clôture de l'atelier
Déjeuner					
14:30-16:00	Présentations et discussions des résultats des 3 groupes de travail	Présentations et discussions des résultats des 3 groupes de travail	Présentations et discussions des résultats des 3 groupes de travail	Visite de terrain organisé par le NSBCP : Un aperçu des principaux enjeux transfrontaliers vus de la perspective du Ghana.	Départ des participants
Café					
16:30-18:00	Travail en plénière : Quelles similarités des enjeux transfrontaliers dans les 3 zones ? Quelles opportunités à saisir pour y faire face ? Comment améliorer la communication ?	Travail en plénière : Quoi faire pour appuyer les racines historiques et culturelles de la gestion des ressources naturelles des écosystèmes transfrontaliers ? Quoi faire pour promouvoir l'équité dans les initiatives de conservation ?	Travail en plénière : Quoi faire pour utiliser au mieux la cartographie dans les écosystèmes transfrontaliers ?	...suite	

Annexe 5 : Résultats des groupes de travail de l'atelier de Bogatanga

Exercices I et II : trans-frontaliarité et gestion participative

GROUPE DE TRAVAIL BUFFLE

Le groupe I constitué de 10 membres de la société civile était présidé par monsieur Aboubacar Seynou du PAGEN composante PNKT/ Naturama. Le secrétariat a été assuré par monsieur Mamadou KARAMA de l'AGEREF/CL

- Quels sont les principaux enjeux transfrontaliers (principaux liens et transferts écologiques, socio-culturelles & économiques) importants pour votre zone d'intervention ?
- En particulier, quels sont les principaux problèmes qui pourraient être résolus par la collaboration transfrontalière?
- Quelles sont les principales potentialités qui pourraient être développés à travers la collaboration transfrontalière?
- Qui sont les acteurs clé pour ces enjeux, problèmes et potentialités ?

Enjeux	Problèmes	Potentialités	Acteurs
<i>Ecologique</i>			
Permettre la libre circulation de la Faune	- Braconnage - Occupation des habitats - Déforestation, - Méconnaissance de la valeur de la faune - Démographie galopante	- Existence de reliques de faune et son habitat - Existence des projets FEM, FAO - Existence de groupes de pression (UICN, etc.)	- Communautés locales - Collectivités locales - Organisations internationales de la conservation
<i>Socio-culturel</i>			
Valoriser les pratiques culturelles en rapport avec la gestion des RN	- Existence des pratiques néfastes - Disparités des pratiques	- Pratiques Séculaires institutionnalisées - Existence d'un Besoin d'harmonisation des pratiques	- Communautés locales - leaders d'opinion - Autorités coutumières (chef de village, de terre)
<i>Economique</i>			
Promouvoir des systèmes de production durables (réduction de la pauvreté)	- Insuffisance de fonds - Faibles capacités des acteurs - Décisions politiques conflictuelles / contradictoires	- Disponibilités de terres - Ressources humaines disponibles - Convergence - Centre d'intérêts	- Communautés riveraines - Existence d'un Lobby environnemental - Collectivités locales - les autorités coutumières - les leaders d'opinion

- Que seraient des objectifs & des résultats quantifiables de la collaboration entre ces acteurs (afin de résoudre les problèmes et de développer les potentialités identifiées...) ?

- Quels types de collaboration sont nécessaires (p.e., accords formels, échanges informels, commission mixte, facilitation aux frontières, meilleure communication...) ?
- Qui pourraient être les leaders, facilitateurs, supporters, champions, moteurs de la mise en œuvre ?
- Quels types de canaux de communication voudriez-vous voir se développer ?

Objectifs	Résultats	Type de Collaboration	Leaders, champions	Canaux de communication
Ecologique				
Promouvoir les activités transfrontalières de gestion des ressources naturelles Promouvoir l'échange d'information sur la gestion des RNs	Un plan de gestion concerté est élaboré et mis en œuvre Une meilleure compréhension de la gestion transfrontalière des ressources naturelles est assurée	Comité local de gestion (inside, inter villages and inter-countries) Promouvoir les savoir faire locaux en collaboration avec les structures de recherche	Chef de villages, chefs de terre, leaders d'opinion, coordonnateur du projet, etc. II	- Reunions d'échanges - Radio locales II
Socio-culturel				
La Conservation transfrontalières des ressources naturelles intègre les pratiques coutumières et culturelles porteuses, et les technologies nouvelles	les pratiques coutumières et culturelles, et les technologies nouvelles sont mieux contrôlées et intégrées dans le plan de gestion concertée.	-Echanges formels et informels - Echanges de Supports didactiques	Chef de villages, chefs de terre, leaders d'opinion, coordonnateur du projet, etc.	- Réunions d'échanges - Radio locales - Activités culturelles transfrontalières
Economique				
Promouvoir agriculture durable Modes de vie alternatives	Agriculture durable adopté et pauvreté réduite	-entre agents techniques du gouvernement et communautés	Coordonnateur du projet Bailleurs	- Reunions - Radio

- **Dans votre zone de référence quels éléments de l'histoire de la gestion des ressources naturelles et de la culture locale pourraient appuyer la conservation et l'équité? En particulier, y a-t-il des exemples d'Aires du Patrimoine Communautaire ou des espèces localement protégées? Est-ce que certains de ces éléments sont valables au de la des frontières? SVP décrivez.**

- Est-ce que ces éléments et Aires du Patrimoine Communautaire sont intégrés dans vos efforts de conservation? Si oui, comment? Si non, comment pourriez vous les intégrer?
- A aujourd'hui, engagez-vous les communautés sédentaires et mobiles dans vos efforts de conservation? Comment?
- Avez vous besoin des nouvelles structures et pratiques ou des nouveaux outils pour pouvoir étendre vos efforts au de la des frontières?

➤ **Q1.Eléments de l'histoire et de la culture**

Eléments	Envergure	Description	Intégration dans les efforts de conservation	Moyens d'intégration Aux efforts de conservation
Festival des chasseurs	Transfrontalière	Organisé sous l'égide du chef des chasseurs qui décide de la date du festival, Diffusion de la date du festival Avant la date, chaque participant prend ses dispositions, Le jour du festival, le chef des chasseurs prend ses dispositions et ouvre le festival, les chasseurs entrent en brousse pour chasser <ul style="list-style-type: none"> - Moment d'expression de la bravoure, l'endurance, l'habilité des chasseurs - Le festival dure une journée Cette cérémonie mérite d'être mieux organisée pour ne pas être néfaste à la biodiversité	Non	<ul style="list-style-type: none"> - Re- confirmer, renforcer la valeur culturelle de cette pratique, - Informer et sensibiliser et former les leaders d'opinion et les chasseurs, - Mieux structurer ce festival avec l'appui technique et financier des services forestiers
Battues	Transfrontalier	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse traditionnelle collective 	Oui	Elaborer une charte locale stipulant la protection de ces espèces
Eléphants, Varans	Local	Considérations historiques et culturelles (Espèces totems)	Oui/Non	Elaborer une charte locale stipulant la protection de ces espèces
Crocodiles, Boa	Transfrontalier		Oui	Elaborer une charte locale stipulant la protection de ces espèces
Bois, Bosquets sacrés	Transfrontalier	Utilisés par les populations de part et d'autres de la frontière pour des rites	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Re- confirmer, renforcer la valeur culturelle de cette pratique, Informer et sensibiliser et former les leaders d'opinion et les chasseurs, - Elaborer une charte locale stipulant la protection de ces espèces.

- **Q1.3. Engagement des communautés sédentaires et mobiles**
- Oui

- Implication de toutes les parties prenantes
- Communication formelle et informelle

➤ **Q1.4. Nouvelles structures/Nouveaux outils**

- Concertation de part et d'autre de la frontière
- Confiance mutuelle
- Cadre de concertation transfrontalière
- Echanges d'information
- Conférence débat
- Visites et réunions régulières
- Mémorandum/ protocole d'accords

- **Quelles méthodes de négociation et quels outils pourriez vous utiliser? Devriez vous faciliter la négociation ? Comment?**
- **Si la négociation aboutisse à un accord, qui mieux pourrait veiller son implémentation et la phase d'apprentissage par l'action?**
- **Si des interprétations différents de l'accord ou d'autres conflits interviendront, quelle serait l'instance la meilleure pour la gestion de ces conflits?**
- **Comment pourriez vous assurer du respect des droits humains dans vos efforts de collaboration transfrontalière?**
- **Comment assuriez vous la transparence et la responsabilisation des décideurs dans la gestion des ressources naturelles transfrontalières?**

Q.2.1. Communication sociale à travers les frontières

- Rencontres périodiques
- Débats
- Radio locales
- Visites d'échanges

Q.2.2. Engagement de la société civile

- Oui

- Quels accords

- Harmonisation des règles de gestion des RN
- Elaboration des plans de gestion concertée
- Accord de lutte anti-braconnage signé par toutes les parties prenantes

Q.2.3. Meilleurs représentants de la société civile

- Chefs traditionnels (Chef de village, chef de terre)
- Leaders d'opinions,
 - les mouvements des droits de l'homme,
- Les différents utilisateurs des ressources (chasseurs, jeunes, particulièrement les femmes, les transhumants, etc.)

*NB : S'assurer que les représentants jouissent de la légitimité nécessaire.

Q.2.4. Organisation de certaines composantes

- Les Femmes
- Les jeunes
- Les transhumants
- Les chasseurs

Q.3.1. Méthodes et outils de négociation

➤ **Approche participative en quatre phases :**

1. Etat des lieux
2. Information- sensibilisation, formation sur les enjeux de la conservation, rencontres régulières
3. Regroupement et interaction entre les parties
4. Négociation et apprentissage sur le tas

- **Champions, leaders**
 - la structure de concertation qui a participé aux négociations
 - les chefs de village, de terre, les notables, les leaders d'opinions (femmes, hommes)
 - les facilitateurs
 - les services techniques
 - les prestataires.
- **Gestion des conflits**
 - Structure de concertation

Q.3.2. Respect des droits humains

- implication des mouvements des droits humains dans les structures de concertation

Q.3.3 Transparence et responsabilisation des décideurs

- Les représentations doivent être mandatés et avoir un pouvoir réel de décision
- Compte rendu régulier à la base

GROUPE DE TRAVAIL ELEPHANT

- **Quels sont les principaux enjeux transfrontaliers (principaux liens et transferts écologiques, socio-culturelles & économiques) importants pour votre zone d'intervention ?**
- **En particulier, quels sont les principaux problèmes qui pourraient être résolus par la collaboration transfrontalière?**
- **Quelles sont les principales potentialités qui pourraient être développés à travers la collaboration transfrontalière?**
- **Qui sont les acteurs clé pour ces enjeux, problèmes et potentialités ?**

<i>ISSUE</i>	<i>PROBLEMS</i>	<i>OPPORTUNITIES</i>	<i>STAKEHOLDERS</i>
<i>Transboundary cultural differences</i>	<i>Communication, values, behaviour</i>	<i>Common ethnic groups, ECOWAS protocol, International facilitator UICN, similar projects,</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
<i>Legal status of the areas</i>	<i>No legal status for corridors Burkina(BF) - Ghana, PA and non PA</i>	<i>Joint compatible legal approaches</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
<i>Management objectives and regimes</i>	<i>Non connectivity of habitats and disjointed populations, High economic interest in the area (BF), No transboundary maps and GIS data, NRM data</i>	<i>Low human population (Ghana), existing PAs, good relationship between the 2 countries, integrated maps</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
<i>Policies and laws</i>	<i>Anglophone and francophone different legal systems</i>	<i>Existing laws and policies related to sustainable management</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
<i>Land tenure systems</i>	<i>Differences in land tenure systems</i>	<i>?</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>

Conservation status of species	<i>No comprehensive transboundary biological inventories, Non compatibility in the status related to conservation or exploitation</i>	<i>Harmonisation of the conservation and management status of species</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
Human wild life conflict	<i>Poaching, resources depletion, crop raiding</i>	<i>Action plan of corridor, draft agreement for anti poaching</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>
Livestock - Wild life	<i>Bushfire, inter communities conflicts, competition for the resources, Disease transmission</i>	<i>Dialogue at all levels,</i>	<i>Fringe communities, state agencies, NGOs, International protocol (GEF), local authorities</i>

- Que seraient des objectifs & des résultats quantifiables de la collaboration entres ces acteurs (afin de résoudre les problèmes et de développer les potentialités identifiées...)?
- Quels types de collaboration sont nécessaires (p.e., accords formels, échanges informels, commission mixte, facilitation aux frontières, meilleure communication...)?
- Qui pourraient être les leaders, facilitateurs, supporters, champions, moteurs de la mise en œuvre ?
- Quels types de canaux de communication voudriez-vous voir se développer ?

ISSUE	OBJECTIVES	OUTPUTS	KINDS OF COLLABORATION	LEADERS, CHAMPIONS...	COMMUNICATION CHANNEL
Transboundary cultural differences	<i>Improve communication</i>	<i>Good communication</i>	<i>Informal</i>	<i>Traditionnal Chief, COMCO-NSBCP, CVGT-PAGEN</i>	<i>Transborder meeting and workshop</i>
Legal status of the areas	<i>Long term security</i>	<i>Compatible legal status , Gazetted Pas</i>	<i>Formal agreement</i>	<i>2 Governments</i>	<i>Signed communique</i>
Management objectives and regimes	<i>Protect biodiversity</i>	<i>Collaborative management plans</i>	<i>Transborder management comittee (1-technical 2-decision)</i>	<i>Park and corridor manager, CVGT, COMCO, Executive Director of Wildlife</i>	<i>Transborder meeting and workshop</i>
Policies and laws	<i>Sustainable political comittment</i>	<i>MoU</i>	<i>Formal</i>	<i>2 Governments</i>	<i>Signed MoU</i>

ISSUE	OBJECTIVES	OUTPUTS	KINDS OF COLLABORATION	LEADERS, CHAMPIONS...	COMMUNICATION CHANNEL
Conservation status of species	<i>Protect biodiversity</i>	<i>Species status report</i>	<i>Transborder management comittee (1-technical 2-decision)</i>	<i>Park and corridor manager, Executive Director of Wildlife</i>	<i>Technical report and meeting</i>
Human-wildlife conflicts	<i>Reduce conflict</i>	<i>Conflict management system</i>	<i>Formal and informal, negotiation</i>	<i>COMCO, CVGT, Park manager</i>	<i>Meeting</i>

Livestock -Wild life	<i>Prevent conflict</i>	<i>Conflict management system</i>	<i>Formal and informal, negotiation</i>	<i>COMCO, CVGT, Professionnal organisations (agri-livestock), Government agri-livestock services</i>	<i>Meeting, MoU inter communities</i>
Local level empowerment	<i>Build local capacity</i>	<i>Effective local level participation</i>	<i>Formal</i>	<i>MLFM / NSBCP, PNGT & PAGEN, Government technical services, local district assembly</i>	<i>Workshop</i>

Dans votre zone de référence quels éléments de l'histoire de la gestion des ressources naturelles et de la culture locale pourraient appuyer la conservation et l'équité? En particulier, y a-t-il des exemples d'Aires du Patrimoine Communautaire ou des espèces localement protégées? Est-ce que certains de ces éléments sont valables au de la des frontières? SVP décrivez.

Les bois sacrés (Paga crocodile pond)

Les initiatives de conservation de certaines espèces par la communauté (Naaha woodland)

Est-ce que ces éléments et Aires du Patrimoine Communautaire sont intégrés dans vos efforts de conservation? Si oui, comment? Si non, comment pourriez vous les intégrer?

Oui pour les deux pays et prévus dans les stratégies.

A aujourd'hui, engagez-vous les communautés sédentaires et mobiles dans vos efforts de conservation? Comment?

Non pour les communautés mobiles et oui pour les sédentaires (sensibilisation, organisation communautaire CORMCO, CVGT, participation à l'aménagement, ...)

Avez vous besoin des nouvelles structures et pratiques ou des nouveaux outils pour pouvoir étendre vos efforts au de la des frontières?

Non pour de nouvelles structures, Oui pour les outils (CREMA, ZOVIC, Corridor)

Comment pourriez vous promouvoir la communication sociale à travers les frontières à propos des enjeux qui vous concernent?

Tirer avantage des langues locales communes (Koussassé), des meetings et voyages d'étude communautaires, les radios locales.

Désirez vous engager la société civile d'une part et d'autre des frontières dans la négociation des certains accords spécifiques? Si oui, accords à propos de quoi?

Oui , Accord sur l'établissement et la gestion des ressources du corridor.

Qui seraient les meilleurs "représentants" des différentes composantes de la société civile qui doivent être engagées dans la négociation ? (SVP considérez soit les organisations traditionnelles soit les organisations "modernes")

(IUCN, NATURAMA, Gamowiya, Tiss La Wim, GNADO, Autorités traditionnelles, Gouvernement local, CVGT, CORMCO, ...)

Est-ce que certaines de ces composantes ont besoin d'aide à s'organiser avant d'être prêtes à participer au processus de négociation ?

Oui : Gouvernement local, Autorités traditionnelles, CVGT, CORMCO

Quelles méthodes de négociation et quels outils pourriez vous utiliser? Devriez vous faciliter la négociation ? Comment?

L'information aux communautés sur les résultats de notre approche (Etude) et la méthode participative au niveau village puis inter village avec l'appui de services techniques provinciaux et des

facilitateurs (ONGs, Leaders d'opinion). Les outils seront : Communication sociale, Cartographie, Plan d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux)

Si la négociation aboutisse à un accord, qui mieux pourrait veiller son implémentation et la phase d'apprentissage par l'action?

Société civile et les communautés.

Si des interprétations différents de l'accord ou d'autres conflits interviendront, quelle serait l'instance la meilleure pour la gestion de ces conflits?

Un comité inter état de règlement des conflits lié à la commission mixte Ghana – BF. L'accord cadre Ghana – BF sur la gestion des ressources transfrontalières et / ou partagées en préparation fournira des réponses.

Comment pourriez vous assurer du respect des droits humains dans vos efforts de collaboration transfrontalière?

Une effective application de l'approche écosystème, la transparence, l'implication des mouvements des droits humains.

Comment assurez vous la transparence et la responsabilisation des décideurs dans la gestion des ressources naturelles transfrontalières?

Une représentation des acteurs de la base aux instances de décision

Un système de suivi et d'évaluation avec des observateurs indépendants

Une information / communication accessible, partagée et diffusée aux acteurs

GROUPE DE TRAVAIL HIPPOPOTAME

- Quels sont les principaux enjeux transfrontaliers (principaux liens et transferts écologiques, socio-culturelles & économiques) importants pour votre zone d'intervention ?
- En particulier, quels sont les principaux problèmes qui pourraient être résolus par la collaboration transfrontalière?
- Quelles sont les principales potentialités qui pourraient être développés à travers la collaboration transfrontalière?
- Qui sont les acteurs clé pour ces enjeux, problèmes et potentialités ?

Enjeux	Problèmes	Potentialités	Acteurs
Ecologiques			
Libre circulation de la faune	- Braconnage - Concurrence dans l'utilisation des pâturages - Destruction de l'habitat par les animaux - Fragmentation de l'habitat - Pauvreté	- Formations végétales naturelles - Existence de couloirs traditionnels transfrontaliers - Tourisme	- Communautés sédentaires - Autorités coutumières - Services forestiers - Organisations communautaires
Conservation des écosystèmes (aquatiques et terrestres : habitat de la faune)	- Usage des pesticides dans les points d'eau - Emblavement des berges - Débitage des grands arbres pour bois d'œuvre et de service - Feux de brousse incontrôlés - Coupe abusive du bois - Orpaillage artisanal - Développement des cultures de rente - Forte démographie	- Pratiques coutumières (totems) - Projets FEM - Programmes de gestion des terroirs - Schémas d'aménagement des terroirs	- Chefs de villages - Chefs de terre - ONG - Opérateurs privés - Services publiques - Bailleurs de fonds

	- Pauvreté		
Conservation de la diversité spécifique	- Braconnage - Réduction (fragmentation) de l'habitat et des couloirs de transhumance de la faune - Pauvreté	- Transhumance - Existence de couloirs traditionnels transfrontaliers - Projets de développement transfrontaliers	- Chefs de villages - Chefs de terre - ONG - Opérateurs privés - Services publiques - Bailleurs de fonds
Economiques			
Assurer le développement harmonieux des populations autour des aires de conservation de la biodiversité	- Dégâts sur les cultures (arbres fruitiers, cultures, ...) - Instabilité et insécurité politique - Conflits dans l'utilisation des ressources partagées	- Valorisation des ressources fauniques (viande) - Infrastructures socioéconomiques - Accords régionaux de libre échange (CEDAO) - Projets de développement local et de gestion des terroirs	- Chefs de villages - Chefs de terre - ONG - Opérateurs privés - Services publiques - Bailleurs de fonds
Socioculturels			
Assurer les pratiques socioculturelles	- Croissance démographique - Progrès technologique - Développement de l'individualisme - Les frontières nationales ne tiennent pas compte des groupes socioculturels	- Mariage interethnique - Langue	- Chefs de villages - Chefs de terre - ONG - Services publiques

- Que seraient des objectifs & des résultats quantifiables de la collaboration entre ces acteurs (afin de résoudre les problèmes et de développer les potentialités identifiées...) ?
- Quels types de collaboration sont nécessaires (p.e., accords formels, échanges informels, commission mixte, facilitation aux frontières, meilleure communication...) ?
- Qui pourraient être les leaders, facilitateurs, supporters, champions, moteurs de la mise en œuvre ?
- Quels types de canaux de communication voudriez-vous voir se développer ?

Objectifs	Résultats	Type de collaboration	Leaders, champions	Canaux de communication
Créer et animer un cadre concertation locale transfrontière de gestion des ressources naturelles partagées	Les autorités coutumières, les utilisateurs des RNTF et les structures techniques d'appui animent un cadre de concertation TF de gestion des RN partagées	- Informel à travers les communautés (CVGT) - Formalisé par des réunions entre les autorités coutumières, les leaderesses, les transhumants et les services techniques	Autorités coutumières et religieuses (chefs de villages, chefs de terres, imams, ...) - Les CVGT - Responsables d'ONG- Responsables des femmes- Responsables des jeunes- Leader des transhumants- les services techniques- Les partenaires au développement	Echanges sociaux Radio communautaire Rencontres d'animation et de sensibilisation Voyages d'études - Diffusion de fiches d'informations sur la gestion des RN

- Dans votre zone de référence quels éléments de l'histoire de la gestion des ressources naturelles et de la culture locale pourraient appuyer la conservation et l'équité? En particulier, y a-t-il des exemples d'Aires du Patrimoine Communautaire ou des espèces localement protégées? Est-ce que certains de ces éléments sont valables au de la des frontières? SVP décrivez.
- Est-ce que ces éléments et Aires du Patrimoine Communautaire sont intégrés dans vos efforts de conservation? Si oui, comment? Si non, comment pourriez vous les intégrer?
- A aujourd'hui, engagez-vous les communautés sédentaires et mobiles dans vos efforts de conservation? Comment?
- Avez vous besoin des nouvelles structures et pratiques ou des nouveaux outils pour pouvoir étendre vos efforts au de la des frontières?

Dans notre zone de référence les éléments suivants (histoire de la gestion des ressources naturelles et culture locale) pourraient appuyer la conservation et l'équité :

- Battue coutumière (une seule par an pendant une semaine)
- Chasse sélective (pas de femelles gestantes ou suitées, de jeunes et des animaux en période de reproduction)
- Existence de bois sacré dans chaque village (protection de la flore, des animaux, lacs et cours d'eau)
- Interdiction de couper le bois vers dans les bois sacrés
- Seul le maître du bois sacré est habilité à y cueillir des plantes médicinales
- Seul le chef de terre est habilité à faire capturer un animal sauvage égaré sur le terroir villageois
- Interdiction de cueilleur les fruits verts (nééré, karité, ...)
- Zones sacrées où la pêche est formellement interdite
- Interdiction de détruire les formations ripicoles et de copier certaines espèces floristiques (baobab, karité, Diospyros, ...)
- Pas de pollution des lacs (interdiction de laver les canaris dans les lacs et port de sandales dans les plans d'eau).
- La zone potentielle du corridor est un site traditionnel de chasse communautaire (Kassena et Bissa)
- Existence d'espèces totems : crocodile (Kassena), patas (Dagari), python royal (Dagomba), caméléon, tourterelle,
- Ces éléments sont valables dans la zone transfrontalière, car nous sommes en présence des mêmes peuples (ethnies) au niveau des frontières.

Malheureusement, ces éléments ne sont pas encore suffisamment valorisés dans la conservation au Ghana à cause des nouvelles religions (christianisme) qui ont fait perdre aux communautés leurs valeurs culturelles. Cependant, au est dans certaines zones des bosquets sacrés qui sont toujours protégés.

Pour les intégrer, il s'agira de développer les mécanismes de communication pour un changement de comportement et surtout ramener les responsables (autorités religieuses) à participer à l'œuvre de la conservation des ressources naturelles

Au Burkina Faso, les efforts de conservation intègrent ces éléments notamment, la création de forêts villageoises et départementales, la conservation des bois sacrés, les totems, la réglementation des pratiques coutumières (feux coutumiers, les battues, ...)

La politique actuelle de conservation est basée sur la responsabilisation des populations locales à la gestion des ressources naturelles de leur terroir. Pour ce faire, les services techniques et les ONG les appuient dans leur organisation (CVGT au Burkina, CORMCO, CFC au Ghana) et dans le renforcement de leurs capacités et définition de vocation pour chaque partie du terroir villageois

Pour pouvoir étendre nos efforts au delà des frontières nous avons besoin des nouvelles structures, notamment d'un **cadre de concertation** entre les différentes communautés, les ONG et les services gouvernementaux des deux pays

Pour promouvoir la communication sociale à travers les frontières nous devons élaborer des outils et un guide de communication en commun et mettre en œuvre la sensibilisation des communautés sur les intérêts communs. Aussi nous pouvons organiser de voyages d'études et d'échanges en commun avec les responsables des communautés transfrontalières

Nous souhaitons engager la société civile à locale et transfrontière à l'établissement des accords sur :

- les règles de gestion des corridors (définition de sanctions applicables aux fautes de part et d'autre de la frontière, modalités d'exploitation des ressources floristiques et fauniques)
 - l'harmonisation des plans d'aménagement des corridors
 - la surveillance et la lutte contre le braconnage transfrontalier
- **Quelles méthodes de négociation et quels outils pourriez vous utiliser? Devriez vous faciliter la négociation ? Comment?**
 - **Si la négociation aboutisse à un accord, qui mieux pourrait veiller son implémentation et la phase d'apprentissage par l'action??**
 - **Si des interprétations différents de l'accord ou d'autres conflits interviendront, quelle serait l'instance la meilleure pour la gestion de ces conflits?**
 - **Comment pourriez vous assurer du respect des droits humains dans vos efforts de collaboration transfrontalière?**
 - **Comment assuriez vous la transparence et la responsabilisation des décideurs dans la gestion des ressources naturelles transfrontalières?**

Certaines de ces composantes ont besoin de s'organiser par domaines d'intérêt (e.g. chefs de villages et chefs de terre).

Pour la négociation nous devons promouvoir la concertation pour arriver à un consensus pour établir des accords de gestion des RN. Les outils incluent MARP ou PRA, radio, théâtre, affiches. Nous devrions faciliter cette négociation par l'application des différents outils, la coordination et l'organisation des rencontres et des séminaires.

Si la négociation aboutisse à un accord, ceux qui mieux pourrait veiller son implémentation et la phase d'apprentissage par l'action sont les chefs de villages, les chefs de terres, les organisations modernes (CVGT, CORMCO, CFC), les leaders d'opinion et les ONGs.

Si des interprétations différents de l'accord ou d'autres conflits interviendront, l'instance la meilleure pour la gestion de ces conflits serait le cadre de concertation regroupant des représentants des gouvernements, des communautés et des ONGs

Nous pourrions nous assurer du respect des droits humains par des rencontres régulières du cadre de concertation pour évaluer la mise en œuvre du programme et mesurer le respect des droits humains dans la zone concernée.

Nous pourrions assurer la transparence et la responsabilisation des décideurs dans la gestion des ressources naturelles transfrontalières par des rencontres régulières d'adoption des programmes et bilans de gestion des ressources, aussi en faisant bénéficier les retombées économiques à tous les acteurs surtout au niveau de la communauté, par des Audits périodique des comptes et en tenant compte du genre dans le partage équitable des bénéfices.



Exercice III : cartographie et SIG participatif

GROUPE DE TRAVAIL BUFFLES

- **Est-ce que de l'information en provenance de l'autre côté de la frontière serait utile et/ou nécessaire pour une bonne planification de la GTFRN ? Si oui, pour quels utilisations ?**
- **De quels types de cartes (réfléchissez à différents niveaux de planification) auriez vous besoin comme appui à votre initiative transfrontalière (échelle, type d'information spatialisée) ?**

1.1. Utilité de l'information transfrontalière

Utilité des cartes	Différentes Utilisations
Oui	Echanges d'expérience
	Harmonisation des approches

	Prévention des conflits
	Meilleure connaissance mutuelle

1.2. Types de carte

Niveau de planification	Information transfrontalière	Type de carte	Utilisation
Village		Carte des mouvements des éléphants	- Déterminer les corridors - déterminer et évaluer les aménagements à réaliser - Connaître le potentiel écologique de la zone - sert d'outil de sensibilisation et de négociation des acteurs à la base
		Carte des limites du terroir	- permet de connaître les différentes maîtrises foncières dans les négociations - Peut être utilisée comme outil de sensibilisation
		Carte d'occupation des terres	- Permet de connaître l'occupation des sols et la disponibilité des ressources - Peut être utilisée comme outil de sensibilisation
		Carte Socio - ethnique	- Permet de connaître la répartition des différents groupes ethniques - Permet d'identifier les éléments culturels sur lesquels l'approche peut être fondée - Peut être un outil de négociation
National		Carte linguistique	- Connaître les similitudes linguistiques qui peuvent être exploitées en matière de communication sociale - Connaître les pratiques communes qui peuvent être exploitées
		Carte des mouvements des éléphants	- Déterminer les corridors - déterminer et évaluer les aménagements à réaliser - Connaître le potentiel écologique de la zone - sert d'outil de sensibilisation et de négociation des acteurs à la base
		Carte de distribution des ressources fauniques	- Connaître les ressources fauniques et leurs habitats - Planifier les aménagements - Valoriser les ressources
		Carte de répartition des ressources en eau	- Connaître la répartition des ressources en eau et leur utilisation - Peut servir à planifier les aménagements
		Carte de la végétation	- Connaître les types d'habitat et le potentiel fourrager

- **Pour votre information spatialisée préférée aux quels 3 thèmes (e.g. végétation) accorderiez-vous la plus haute priorité ?**
- **Comment est-ce que vous pourriez accéder à cette information et quel utilisation est-ce vous envisagez en faire ?**
- **Quels acteurs devraient être impliqués dans la préparations et l'utilisation des cartes transfrontalières ?**

2.1. Thématiques prioritaires

1. Socio – ethnique
2. Terre
3. Eau

2.2. Caractéristiques de l'information

Niveau	Thèmes	Typologie	Sources d'information	Utilisation
Village	Socio-ethnie	<ul style="list-style-type: none"> - Différents groupes ethniques, - Taille - Répartition spatiale 	Diagnostic participatif, Transect, ISS	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance des différents groupes ethniques - Connaissance de la taille des différents groupes - Localisation des différents groupes dans le terroir
	Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Différentes spéculations et leur localisation - Vocation des terres - Degré de fertilité 	Transect, ISS, PVA Enquêtes, etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la diversité des spéculations - Zonage - Promotion de systèmes de production durables
	Eau	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité et localisation en eau de surface - Pérennes ou temporaires 	Etudes, enquêtes, données secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Information-communication - Conception de plan d'aménagement et de gestion

Acteurs

- Communautés
- Collectivités locales
- Société civile
- Leaders d'opinion
- Services techniques
- Partenaires techniques et financiers
- Prestataires

Etapas de la cartographie transfrontalière

- Information sensibilisation sur l'intérêt et la nécessité de disposer d'outils de représentation spatiale
- Visite d'échanges
- Formation
- Elaboration locale, nationale et transfrontalière des cartes participatives

3.3. Besoins de la phase de préparation

- Ressources humaines (anthropologue, ethnologues, hydrologue, géologue, écologue, agronome, pastoraliste, etc.)
- Equipements (fournitures, matériels techniques et didactiques)
- Logistiques (Véhicule)
- Documentation (cartes, études antérieures, etc.)
- Moyens financiers

GROUPE DE TRAVAIL HIPPO

- **Est-ce que de l'information en provenance de l'autre côté de la frontière serait utile et/ou nécessaire pour une bonne planification de la GTFRN ? Si oui, pour quels utilisations ?**
- **De quels types de cartes (réfléchissez à différents niveaux de planification) auriez vous besoin comme appui à votre initiative transfrontalière (échelle, type d'information spatialisée) ?**

◆Oui. Il y a un besoin d'information en provenance de l'autre côté de la frontière. Pour la planification et la gestion des Ressources Naturelles.

Niveau de planification	Information transfrontière	Type de carte	Utilisation
Village (local)	- Localisation et limites des aires de protection.- Répartition des espèces- Situation des points d'eau- Reliques forestières- Pistes d'accès	- Carte des limites des aires- Carte de répartition des espèces- Carte des points d'eau- Carte d'occupation- Carte des pistes	Planification des actions et zonage(Par exemple intervention écologique et infrastructure de développement)
Inter village	Infrastructures socio économiques	Carte des infrastructures	Renseignement sur l'accès à ces infrastructures
Région	- Situation des actions d'aménagement	- Carte des aménagements-	Planification des aménagements- Elaboration de plan d'aménagement
National	- Situation des actions d'aménagement	- Carte des aménagements-	Planification des aménagements- Elaboration de plan d'aménagement

- **Pour votre information spatialisée préférée aux quels 3 thèmes (e.g. végétation) accorderiez-vous la plus haute priorité ?**
- **Comment est-ce que vous pourriez accéder à cette information et quel utilisation est-ce vous envisagez en faire ?**
- **Quels acteurs devraient être impliqués dans la préparations et l'utilisation des cartes transfrontalières ?**

PRIORISATION

Carte des limites des corridors

Carte des Infrastructures socio économiques

Cartes d'Utilisation des terres (particulièrement activité de production agricole)

Niveau	Thème	Typologie	Source d'info	Utilisation
Régional et intervillageois	Carte des limites	Carte des limites	Négociation avec les populations Négociation entre techniciens	Harmonisation de la délimitation et de la gestion des aires
National	Carte des limites	Carte des limites	Échange de cartes	Planification et élaboration des plans d'amé

Acteurs à impliquer

Type de carte	Acteurs de conception	Acteurs d'utilisation
---------------	-----------------------	-----------------------

Limites	Chefs de village Chefs de terre Eleveurs Sces Gouvernements ONG élus locaux Leaders d'opinion	idem
Végétation	Chefs de terre Utilisateurs des RN Sces Gouvernements Prestataires privés	idem
Infra socio économiques	Population Sces techniques Prestataires	idem
Type de carte	Acteurs de conception	Acteurs d'utilisation
Carte des couloirs de migration	Chefs de village Chefs de terre Eleveurs Sces Gouvernements ONG élus locaux Leaders d'opinion	idem

GROUPE DE TRAVAIL ELEPHANT

- Est-ce que de l'information en provenance de l'autre côté de la frontière serait utile et/ou nécessaire pour une bonne planification de la GTFRN ? Si oui, pour quels utilisations ?
- De quels types de cartes (réfléchissez à différents niveaux de planification) auriez vous besoin comme appui à votre initiative transfrontalière (échelle, type d'information spatialisée) ?

Cartography

Planning level & map type

Greater ecosystem

Village level

I - Greater Ecosystem

Information/data

Land use (human settlements, etc. socio economic activities, fire prone areas, conflict prone areas...)
topography,

natural resources (water, flora & fauna...)

seasonal movements of wildlife

Climatic data (rainfall, t°, winds, etc.)

Political & administrative data (regions, districts, etc.)

Actual limits of PAs and possible boundaries (width, and position) of corridors

Touristic data

Type of map : 1/50 000

Use : Situation map, change assessment, identification of affected communities

- **Pour votre information spatialisée préférée aux quels 3 thèmes (e.g. végétation) accorderiez-vous la plus haute priorité ?**
- **Comment est-ce que vous pourriez accéder à cette information et quel utilisation est-ce vous envisagez en faire ?**
- **Quels acteurs devraient être impliqués dans la préparations et l'utilisation des cartes transfrontalières ?**

II - Village level

Information/data

Village geographic situation, demographic data

Local institutions (administrative, political, traditional, etc. - CORMCO, CVGT,...)

Land use (cultivated areas, woodland, woodlots sacred & community PAs, pastures, physical infrastructure, wildlife paths)

Human perceptions

Actual limits of PAs and possible limits of corridors

Conflict prone areas

Type of map : 1/10 000

Use: Communication, negotiation, situation map, change assessment, planning & development

Important themes: Communities, Natural resources Land use

Communities

Information type

Demography

Perception

Culture

Information source

Statistical department, local governments (1)

Research/local investigations (2, 3)

Use : To improve approaches

Natural resources

Information type

Quantity, location, quality of water (seasonality), flora, fauna & mineral (salt licks) resources

Information source

Surveys (ground, aerial)

Satellite images, aerial photographs

Research/local investigations

Use : vulnerability/progress assessment, sound management decision-making (development, exploitation, projection)

Land use

Information type

Settlements

Farmed areas

Grazing grounds

Mining

Information source

Satellite images, aerial photographs

Research/local investigations

Technical services

Use : vulnerability/progress assessment, sound management decision-making (development planning, exploitation, projection)

Data collectors & users

Data to be collected by

NSBCP & PAGEN GIS/M&E managers

National institutions in charge of GIS data (Ghana GIS and remote sensing services, Geographic

Institute of Burkina Faso)

IUCN

Local communities

Data to be used by

NSBCP & PAGEN

National Wildlife services, Tourism services, Central and Local governments planning

Local communities

NGOs

Steps & Prerequisites

Steps in TB mapping

Establish integration standards between the 2 countries (see existing BF-CI integration reports)

Determine existing/ available data and gaps to be filled

Acquire necessary data (ground surveys/research, aerial photographs, satellite images)

Data processing

TB Map production

Validation by

Experts (institution, framework)

Stakeholders

Prerequisites

Equipment (computers, GPS, software, transport)

Training

Consultation with national mapping agencies in each country

Ghana-Burkina MoU

NSBCP-IUCN MoU

Annexe 6: Plan d'action agréé pour Mars Décembre 2005 par les participants à l'atelier

Première harmonisation et mise en cohérence des approches de communication, de gouvernance participative et de cartographie des projets FEM transfrontaliers» Atelier de Bolgatanga (Ghana), 28 février-4 mars 2005

Plan d'action pour Mars-Décembre 2005

A faire en 2005	Qui le fait ?	Avec qui ?	Date butoir ?	Avec quels moyens ?
Signature du protocole	Ministres + coordinateur NSBCP. Le Burkina a un point focal. Le Ghana doit encore le désigner	Appui de l'UICN, projets impliqués	Début Avril	Forum où la signature se fera
Créer un comité technique transfrontalier	Conservateur PONASI + Coordinateur Projet NSBCP	UICN	Aujourd'hui pour le noyau	Assurer que la communication soit excellente: E mail avec cc! Courrier pour les documents
Signature du contrat Ghana-UICN	Ghana et UICN	Ministre des Finances du Ghana	Fin Avril	
Premier atelier du comité technique TF Ghana-Burkina	Noyau+ NSBCP + PAGEN	UICN, administrations locales	Début Mai	(harmonisation et intégration des plans d'action nationaux). Accord sur le partage des

(CTTFGB)—5/6 personnes				coûts (frais de voyage aux partie prenantes; salle et nourriture à midi au pays d'accueil) à préciser pour le différents types de rencontres....
Harmonisation des modes de négociations des corridors avec les communautés	NSBCP + PAGEN Points focaux: David Miller + Adama Drabo	UICN	Protocole prêt au Burkina + rapport préliminaire du Ghana dans une semaine	échange des protocoles par e-mail (3 parties) + révision par le Ghana
Négociations des limites des corridors avec les communautés	NSBCP + PAGEN PONASI	Divers partenaires locaux	Débutera fin juin au Ghana Débutera fin Mai au Burkina	Sur la base des esquisses existantes
Analyse de l'information existante pour vérifier si une étude de faisabilité des corridors au Ghana est nécessaire	NSBCP	Liens et échanges avec l'étude qui a été faite au Burkina (appui du Burkina)	Juin	Une étude de faisabilité à partir de zéro prendrait au moins un an
Obtenir les information pour le SIG et préparer une carte SIG des corridors TF dans leurs ensemble	Laurence est le point focal à NSBCP, travaillera avec le PAGEN (point focal Bolly)		Début Avril	
Réunion préparatoire TF des autorités traditionnelles	Côté Ghana 11 chefs du corridor Ouest et 9 du corridor est Burkina doit élaborer une liste			Ceci est une étape essentielle!!! Il doit y avoir une réunion par corridor, essayer de faire cela de façon assez simple, (20 personnes). Le Burkina a inscrit des fonds pour cela
Compléter la mise en place des CVGTs et des COMCOs et faciliter leur rencontre				

Annexe 7: Liste des documents mis à disposition des participants à l'atelier de Bolgatanga

- African land tenure (by Lund)
- Barton, T., G. Borrini-Feyerabend, A. de Sherbinin and P. Warren, Our People, Our Resources. Supporting rural communities in participatory action research on population dynamics and the local environment, <http://www.iucn.org/themes/spg/opor/opor.html> (available also in French and Spanish), IUCN, Gland (Switzerland), 1997.
- Borrini-Feyerabend, G. (ed., with D. Buchan), Beyond Fences. Seeking social sustainability in conservation (2 volumes: 'Process Companion' and 'Reference Book'),

http://www.iucn.org/themes/spg/Files/beyond_fences/beyond_fences.html, IUCN, Gland (Switzerland) and Cambridge (United Kingdom), 1997.

- Borrini-Feyerabend, G., A. Kothari and G. Oviedo, Indigenous and Local Communities and Protected Areas. Towards equity and enhanced conservation, IUCN/WCPA Best Practice Series, 11, Gland (Switzerland) and Cambridge (United Kingdom), 2004 (in press).
- [Borrini-Feyerabend, G., M. Pimbert, M.T. Farvar, A. Kothari and Y. Renard, Sharing Power: Learning by Doing in Co-management of Natural Resources throughout the World, IIED and IUCN/CEESP, 2004; 500 pages; Briefing Note on Community Conserved Areas](#)
- Briefing Note on WAMIP
- Chatelain, C., M. Taty and G. Borrini-Feyerabend, Tchim Tchieto: Fierté de la Cogestion, IUCN CEESP Occasional Paper 2, IUCN, Gland (Switzerland), January 2004.
- Contrat transfert de gestion Antsahameloka + la lois GELOSE au Madagascar ; Mediation patrimoniale and gestion subsidiaire
- Durabilité sociale +++
- Etude et cartographie des mouvements et des zones de conflit des elephants
- Forêts classées et terres des ancêtres....
- Guide GTZ
- <http://www.iucn.org/themes/ceesp/Publications/sharingpower.htm#download> TBNRM in sub-saharan africa
- Impact environnemental & social du PRONAGEN
- Inventaire pédestre PNKT Aout 2004
- Inventaire pédestre PNKT DEc 2004
- Inventaire pédestre PNKT JUin 2004
- Land tenure in Burkina (by Lund)Beyond Boundaries
- Les approches participatives Nguinguiri
- Loc comm. Equity cons in Southern Africa
- Local convention in BAM
- Mediation patrimoniale and gestion subsidiaire
- Plan d'action gestion corridors transfrontaliers de l'Afrique Ouest
- Policy Matters, special issue on Community Empowerment for Conservation, no 12, September 2003.
- Policy Matters, special issue on History, Culture and Conservation, no. 13, November 2004.
- Rapport final faisabilité couloirs
- Recensement ancien de la faune
- Règlement intérieur TTG la VUIM + procès verbaux des réunions

- Securing the Commons: entire collection
- Volume IUCN sur la durabilité sociale
- Whande, W., T. Kepe and M. Murphree, Local Communities, Equity and Conservation in Southern Africa, PLAAS, Africa Resources Trust and TILCEPA, Cape Town (South Africa), 2003.

Annexe 8: Evaluation de l'atelier de Bolgatanga par les participants

Au total 21 fiches remplies ont été reçues dont 7 anglophones et 14 francophones. Effectivement, un certain nombre de participants ghanéens avaient été obligés de partir plus tôt et aussi leurs occupations logistiques n'ont pas permis à tous les participants ghanéens de remplir un formulaire (+ répartition participants). Dans les dépouillements le nombre total des réponses recueillies ne correspond pas nécessairement à 21 puisque sur de nombreuses questions plusieurs réponses ont été données, sur d'autres certains participants n'ont pas répondu.

La première série des questions concernait les **objectifs** de l'atelier :

<p>Objectif 1 Favoriser la réflexion et l'échange d'expériences à propos des points forts et des points faibles des approches de travail des projets FEM transfrontaliers, en particulier à propos des approches de communication, de gouvernance participative et de cartographie</p>	<p>12 participants ont considéré que cet objectif a été atteint, 8 considèrent qu'il a été atteint partiellement (le plus grand soucis était le décalage entre l'état d'avancement dans les différents pays), 1 participant ne considère pas que cet objectif a été accompli à cause de l'absence des partenaires ghanéens.</p>
<p>Objectif 2 Identifier les enjeux, les problèmes et les opportunités partagés et mettre au point quelques réponses et outils pour y faire face (systèmes de communication, gouvernance participative et cartographie)</p>	<p>Tous les participants ayant répondu à cette question (20) trouvaient que cet objectif a été accompli. Un participant a mis en exergue le rôle que devrait jouer les structures traditionnelles dans cet objectif.</p>
<p>Objectif 3 Identifier les 'modes de collaboration' intra-projet et inter-projets pour les projets FEM, et un langage commun, et planifier des activités ponctuelles pour le futur, y compris des activités transfrontalières qui engagent la société civile</p>	<p>18 participants trouvent que cet objectif a été accompli. Pour 2 participants cet objectif n'a été qu'accompli partiellement. Les inquiétudes de ces deux participants se situent notamment sur le fait que aucun protocole formel n'ait été signé jusqu'à présent, sur le fait que il n'y a pas encore des points focaux désignés et actifs sur chaque thème et que l'obstacle de la langue reste posée. 5 participants ont considéré que c'est surtout le travail de groupe qui a permis d'avancer sur cet objectif. 2 participants ont insisté sur le fait qu'il y aurait dû avoir plus de temps de discussion pour aller plus loin dans la démarche. Deux participants considèrent qu'il faudrait une plus grande implication de la chefferie traditionnelle et les collectivités locales dans un tel atelier.</p>

Le deuxième série de questions concernait les **attentes** des participants. Afin de réduire le nombre d'attentes formulées une synthèse préalable des fiches remplies avait été faite.

Connaissance de ce qui se passe des deux côtés de la frontière, et des aspects légaux de la mise en place des corridors	15 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. Pour 6 participants cette réponse n'est que partielle puisque le cadre légal n'a pas vraiment été traité. Il y a aussi quelques inquiétudes sur l'état inégal d'avancement des projets.
Que faire pour améliorer la communication avec les communautés et entre les communautés transfrontalières ?	18 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. Pour 2 participants la réponse n'a été que partielle mais que le comité technique devrait continuer à faire avancer les choses.
Que faire pour planifier et organiser de manière concertée entre les communautés transfrontières, y compris les pastoralistes pour l'utilisation durable des ressources (pâturage, eau,...) et pour mettre en place les corridors ?	16 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 2 considèrent que la réponse n'a été que partielle notamment en ce qui concerne le pastoralisme. 2 considèrent que il n'y a pas eu de réponse parce qu'elle n'a été traitée que en théorie et pas en pratique.
Comment intégrer les cartes transfrontière et le SIG au niveau transfrontière ? Comment utiliser la cartographie pour les corridors ?	15 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 5 considèrent que la réponse n'a été que partielle notamment en ce qui concerne la participation des communautés à cette activité et à cause de l'état inégal d'avancement des projets. Une question très pertinente est soulevée par rapport à la distinction entre le SIG et les efforts cartographiques participatifs et sur l'articulation des deux méthodes.
Que faire à propos des conflits transfrontières, y compris les conflits homme-faune ?	15 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 5 considèrent que la réponse n'a été que partielle et 1 participant considère que le sujet n'a quasiment pas été abordé.
Comment développer des accords transfrontières sur le corridor de faune, sur l'utilisation des ressources naturelles, sur la gestion des feux de brousse ?	18 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 2 considèrent que la réponse n'a été que partielle et 1 participant considère que le sujet n'a été abordé que de façon théorique.
Engagement à propos des corridors	18 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 1 participant considère que la réponse n'a été que partielle
Accord sur la programme de 2005-04-06	18 participants considèrent que l'atelier a répondu à cette attente. 3 participants insistent sur le fait que nous ne disposons actuellement que d'un draft que devra être affiné par le comité technique.

La troisième partie des questionnaires traitait de **questions générales** sur le déroulement de l'atelier

Dans cet atelier, qu'est ce qui vous a donné une grande satisfaction ?	<p>7 participants ont considéré que l'échange des expériences était très positif</p> <p>5 participants ont considéré que c'est l'enthousiasme et l'engagement de tous les participants qui étaient très positifs</p> <p>5 participants ont considéré que l'apport en informations utiles était très bien.</p> <p>3 participant ont fort appréciés la franchise des débats et 3 participants l'éventail des communications présentées</p> <p>2 participants ont beaucoup apprécié l'organisation de l'atelier en général et 2 participants la qualité de la facilitation</p>
--	---

	d'autres aspects positifs mentionnés ont été : la technologie exposée, la cartographie, l'introduction à l'approche participative, la qualité de la traduction, le travail en groupes, la participation d'un chef traditionnel, la qualité des repas.
Qu'est ce qui aurait pu être améliorée	13 participants ont eu des problèmes avec l'utilisation du temps, soit parce que les présentations étaient trop longues (5), qu'il n'y avait pas assez de temps pour les discussions (3) ou en général. 5 participants regrettent que la sortie sur le terrain n'a pas eu lieu. D'autres suggestions ont été une plus grande participation des communautés locales, un meilleur équilibre en matière du genre, une exploitation plus approfondie des travaux de groupe, un cours plus approfondi (pratique) en cartographie, plus de focus dans les sujets des communications et la taille de la salle de réunion jugé trop petite.
Souhaiteriez vous participer à de tels ateliers dans le futur ? Pourquoi ?	Sur cette question il y a unanimité, 21 réponses positives sur 21. Dans les raisons pourquoi, c'est l'importance des échanges qui est citée 12 fois, l'aspect formateur 8 fois et la pertinence des informations recueillies une fois. Il y a une demande pour des ateliers plus techniques qui entrent dans le détail de la méthodologie.
Autres commentaires	Sur cette question il y a 4 demandes pour plus d'ateliers dans ce genre, 3 demandes de l'intégration d'une visite de terrain dans le programme, des mentions positives sur la facilitation, la traduction, l'organisation, et le bon dosage de compétences dans la participation. Côté négatif la surcharge du programme, le problème de l'hébergement et le déséquilibre entre le temps accordé aux présentations (trop) et le temps accordé aux discussions (pas assez). Finalement un participant a insisté sur le fait qu'il ne faut jamais abandonner, et ça c'est vrai.

Annexe 9: Le Programme National de Gestion de l'Information sur le Milieu (PNGIM)

Le Programme National de Gestion de l'Information sur le Milieu (PNGIM) est une structure créée en 1993 et véritablement fonctionnelle depuis 1995 grâce au financement apporté par la Banque Mondiale à travers le Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT). Il s'agit d'une unité de coordination sous tutelle du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, liée au SP CONEDD et d'un réseau d'une quarantaine de structures des secteurs public et privé, de la société civile et des ONG.

Une présentation de l'historique de sa création, de son mandat, de ses activités et de ses contraintes est donnée à www.environnement.gov.bf/Documents/pgmes/presen_pngim2.pdf

Ses acquis principaux sont :

- la création d'une synergie d'action en matière de collecte, traitement, diffusion, mise à jour et valorisation d'informations environnementales,
- l'élaboration de bases de données et de la méta information sur les données et informations produites par les différents membres,
- l'élaboration du premier Rapport sur l'état de l'Environnement au Burkina.

Dans le cadre du PAGEN PGET son intérêt principal réside dans une collaboration pour le développement conjoint de la Base de Données de l'Occupation des Terres (BDOT). Le est très important que toutes les données accumulées par les différents projets PAGEN soient compatibles

avec la BDOT et que le PNGIM soit alimenté régulièrement en information en provenance des projets. Une participation active du PAGEN au réseau PNGIM est donc fortement conseillée.

Annexe 10: Le Centre National de Semences Forestières du Burkina Faso (CNSF)

Le Centre National de Semences Forestières du Burkina Faso (CNSF) est un établissement public à caractère administratif (EPA) qui a pour principal objectif d'assurer l'approvisionnement des producteurs en semences forestières de bonne qualité nécessaires aux activités de reboisement. Il a son siège à Ouagadougou (quartier Kossodo) au nord de la ville, sur la route de Kaya, à la lisière de la forêt classée du barrage.

Créé en 1983, il a pour mission :

- Appuyer les programmes de reconstitution du couvert végétal par la production de semences de bonne qualité et en assurer la diffusion ;
- Contribuer à la vulgarisation des espèces forestières locales et à la maîtrise des conditions de conservation et de germination des semences ;
- Contribuer à la conservation de la biodiversité par le développement de projets de conservation (*in-situ* et *ex-situ*) ;
- Contribuer à l'autopromotion paysanne par un transfert soutenu des connaissances techniques au monde rural.

Ses objectifs spécifiques sont :

- Promouvoir l'utilisation de semences de bonne qualité physiologique, sanitaire et génétique pour les actions de reconstitution du couvert végétal et en assurer l'approvisionnement ;
- Contribuer par la recherche à l'accroissement de la productivité du matériel végétal forestier (production ligneuse, fourrage, produits alimentaires, ...) et à la résolution des contraintes techniques en matière de foresterie ;
- Favoriser une utilisation efficiente des potentialités offertes par les espèces ligneuses en zones arides et semi-arides ;
- Contribuer à la conservation de la diversité biologique des écosystèmes et des espèces ligneuses ;
- Contribuer à l'autopromotion paysanne par un transfert soutenu des connaissances techniques au monde rural ;
- Contribuer à l'accroissement des capacités techniques des acteurs de développement pour une gestion durable de l'environnement ;
- Assurer la liaison entre les partenaires de la recherche scientifique et le Ministère en charge de l'Environnement;
- Rechercher une rentabilité économique des activités de production et de formation au CNSF.

Son organigramme peut être trouvé sur <http://www.cnsf.gov.bf/CNSF2/presentation/present.html>

Dans le cadre du PAGEN PGET son intérêt principal réside dans une collaboration dans le cadre du projet 'People, Trees and Agriculture' (PETREA) financé par la coopération danoise et opérationnel en Tanzanie et au Burkina. Ce projet a un site web très élaboré <http://www.petrea.dk/>.

Un des sites du PETREA se situe dans la zone de Nobéré à proximité du PNKT. Une première étude a déjà été publiée (Ky *et al.* 2002). Les populations concernées obtiennent une partie importante de leurs produits forestiers ligneux et non-ligneux dans les aires protégées. Une extension des interventions dans les corridors est une possibilité. En ce qui concerne la recherche une étude est en cours sur les interactions entre les animaux domestiques et la végétation (par l'analyse des faeces). Son extension vers des espèces de la faune sauvage serait intéressante.

Annexe 11: Références et principaux documents utilisés

Bennett, A.F. 2003. *Linkages in the landscape: the role of corridors and connectivity in wildlife conservation*. IUCN, Gland, 254 pp.

Benoit M. 1982. *Oiseaux de Mil : les Mossi du Bwamu (Haute Volta)*. Mémoires ORSTOM 95 : 116 pp. Téléchargé de www.ird.fr

Boli, Z., Roose, R. & Zahonero, P. 1998. Influences du système de culture sur les risques érosifs et la production intensive en coton et maïs en savane humide du Nord-Cameroun. *ORSTOM Actualités* N° 56. Spécial érosion : 27-28. Téléchargé de www.ird.fr

Bolly, A. 2001. Manuel de Système d'Information Géographique du PRONAGEN. Consult Info Geo, Ouagadougou, 21 pp. + annexes ;

Borrini-Feyerabend, G., A. Kothari and G. Oviedo, *Indigenous and Local Communities and Protected Areas. Towards equity and enhanced conservation*, IUCN/WCPA Best Practice Series, 11, Gland (Switzerland) and Cambridge (United Kingdom), 2004 (in press).

Borrini-Feyerabend, G., M. Pimbert, M.T. Farvar, A. Kothari and Y. Renard, *Sharing Power: Learning by Doing in Co-management of Natural Resources throughout the World*, IIED and IUCN/CEESP, 2004; 500 pages; Briefing Note on Community Conserved Areas

Dévérin-Kouanda, Y. 1992. Le corps de la terre. Moose de la région de Ouagadougou : Représentations et gestion de l'environnement. Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 3 Vol, 688 p., 115 p., 135 p.

Dévérin, Y. 2002. L'arbre chez les Mossi : de rival à partenaire. In : Comier-Salem, M-C., Juhé-Beaulaton, D., Boutrais, J. & Roussel, B. (Eds. Sc.). *Patrimonialiser la nature tropicale : Dynamiques locales, enjeux internationaux*. IRD Editions, Collection Colloques et séminaires, Paris, 403-413.

Duvail, S., Hogan, R., Mwambeso, P., Nandi, R.X.L., Elibariki, R., Hamerlynck, O. *in press*. Apport de la cartographie à la gestion locale des ressources renouvelables dans les villages du District du Rufiji (Tanzanie). Norois

Hamerlynck, O. & Borrini-Feyerabend, G. 2004. Mission d'appui à la gestion des écosystèmes transfrontaliers, Burkina Faso, Ghana et Mali, UICN Burkina.

Hervouët, J.-P. 1977. *Peuplement et mouvements de population dans les vallées des Volta Blanche et Rouge*. 84 pp. + annexes. ORSTOM, Ouagadougou, Téléchargé de www.ird.fr

Hervouët, J.-P. 1992. Les bases du mythe du dépeuplement des vallées soudaniennes par l'onchocercose. In : Blanc-Pamard, C. (Ed.). *Dynamiques des systèmes agraires. La santé en société : regards et remèdes*. ORSTOM Collection Colloques et Séminaires, Paris: 273-302. Téléchargé de www.ird.fr

IRD GTZ 2000. Bulletin du réseau érosion N° 20. Volume 2 : *Bassins versants, élevage, milieux urbain et rural*. Téléchargé de www.ird.fr

Ky, K.J.M, Belem, B. & Yago/Ouatara, E.L. 2002. *Données de base des terroirs de Nobéré, Peni et Seytenga*. CNSF, Ouagadougou, 18 pp. + annexes.

Liberski-Bagnoud, D. 2002. *Les Dieux du territoire. Penser autrement la généalogie*. Chemins de l'ethnologie, CNRS/MSH, Paris, 248 pp.

Mietton, M. 1986. *Méthodes et efficacité de la lutte contre l'érosion hydrique au Burkina Faso*. Cahiers ORSTOM, Série Pédologie, Vol 22 (2) : 181-196. Téléchargé de www.ird.fr

Mietton, M. L'érosion des sols de bas-fonds au Burkina Faso. Repères dans l'évolution historique, actuelle et future. In Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 197, *Changements globaux en Afrique durant le Quaternaire*. Passé-Présent-Futur. Symposium international INQUA-ASEQUA. Dakar (21-28 avril 1986), pp. 309-313.

Ouedraogo, M. 2003. *Les nouveaux acteurs et la promotion des activités agro-sylvo-pastorales dans le sud du Burkina Faso: Faux départ ou inexpérience*. IIED, London, UK, Dossier N° 118, 56 pp. + annexes.

Requier-Desjardins, M. 2002. Du territoire pastoral au patrimoine d'éleveurs. Etude économique de pâturages aménagés par un projet agro-pastoral (Nord-Cameroun). In : Comier-Salem, M-C., Juhé-Beaulaton, D., Boutrais, J. & Roussel, B. (Eds. Sc.). *Patrimonialiser la nature tropicale : Dynamiques locales, enjeux internationaux*. IRD Editions, Collection Colloques et séminaires, Paris, 259-282.

UICN/CEESP, *Policy Matters*, numéro spécial Community Empowerment for Conservation, no. 12, September 2003.

UICN/CEESP, *Policy Matters*, numéro spécial History, Culture and Conservation, no.13, November 2004.